

Sénat de Belgique

Session ordinaire 2012-2013



5-229COM

**Commission de l'Intérieur et des
Affaires administratives**

Mardi 4 juin 2013

Séance du matin

Annales

Handelingen

**Commissie voor de Binnenlandse
Zaken en voor de Administratieve
Aangelegenheden**

Dinsdag 4 juni 2013

Ochtendvergadering

5-229COM

Gewone Zitting 2012-2013

Belgische Senaat

Les **Annales** contiennent le texte intégral des discours dans la langue originale. Ce texte a été approuvé par les orateurs. Les traductions – *imprimées en italique* – sont publiées sous la responsabilité du service des Comptes rendus. Pour les interventions longues, la traduction est un résumé.

La pagination mentionne le numéro de la législature depuis la réforme du Sénat en 1995, le numéro de la séance et enfin la pagination proprement dite.

Pour toute commande des Annales et des Questions et Réponses du Sénat et de la Chambre des représentants: Service des Publications de la Chambre des représentants, Place de la Nation 2 à 1008 Bruxelles, tél. 02/549.81.95 ou 549.81.58.

Ces publications sont disponibles gratuitement sur les sites Internet du Sénat et de la Chambre:
www.senate.be www.lachambre.be

Abréviations – Afkortingen

CD&V	Christen-Democratisch en Vlaams
cdH	centre démocrate Humaniste
Ecolo	Écologistes confédérés pour l'organisation de luttes originales
MR	Mouvement réformateur
N-VA	Nieuw-Vlaamse Alliantie
Open Vld	Open Vlaamse liberalen en democraten
PS	Parti Socialiste
sp.a	socialistische partij anders
VB	Vlaams Belang

De **Handelingen** bevatten de integrale tekst van de redevoeringen in de oorspronkelijke taal. Deze tekst werd goedgekeurd door de sprekers. De vertaling – *cursief gedrukt* – verschijnt onder de verantwoordelijkheid van de dienst Verslaggeving. Van lange uiteenzettingen is de vertaling een samenvatting.

De nummering bestaat uit het volgnummer van de legislatuur sinds de hervorming van de Senaat in 1995, het volgnummer van de vergadering en de paginering.

Voor bestellingen van Handelingen en Vragen en Antwoorden van Kamer en Senaat:
Dienst Publicaties Kamer van volksvertegenwoordigers, Natieplein 2 te 1008 Brussel, tel. 02/549.81.95 of 549.81.58.

Deze publicaties zijn gratis beschikbaar op de websites van Senaat en Kamer:
www.senate.be www.dekamer.be

Sommaire

Demande d'explications de M. Jean-Jacques De Gucht à la vice-première ministre et ministre de l'Intérieur et de l'Égalité des Chances sur «la réaffectation de l'ancienne caserne de la gendarmerie à Ixelles» (n° 5-3528)	5
Demande d'explications de M. Benoit Hellings à la vice-première ministre et ministre de l'Intérieur et de l'Égalité des Chances sur «les conclusions de l'enquête menée après la découverte d'une bombe de la Première Guerre mondiale à Tihange» (n° 5-3492)	6
Demande d'explications de M. Bart Laeremans à la vice-première ministre et ministre de l'Intérieur et de l'Égalité des Chances sur «la difficile lutte contre la cybercriminalité» (n° 5-3509)	8
Demande d'explications de Mme Cindy Franssen à la vice-première ministre et ministre de l'Intérieur et de l'Égalité des Chances sur «les volontaires de la Protection civile» (n° 5-3535)	10
Demande d'explications de M. Willy Demeyer à la vice-première ministre et ministre de l'Intérieur et de l'Égalité des Chances sur «le recrutement des inspecteurs de quartier» (n° 5-3576).....	12
Demande d'explications de Mme Freya Piryns à la secrétaire d'État à l'Asile et la Migration, à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté sur «le rapport du HCR sur l'apatridie en Belgique» (n° 5-3297)	13
Demande d'explications de M. Bert Anciaux à la secrétaire d'État à l'Asile et la Migration, à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté sur «le refus de Fedasil d'accueillir des familles en difficulté» (n° 5-3319).....	15
Demande d'explications de M. Bert Anciaux à la secrétaire d'État à l'Asile et la Migration, à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté sur «l'accueil de familles illégales à Holsbeek» (n° 5-3589)	15
Demande d'explications de Mme Freya Piryns à la secrétaire d'État à l'Asile et la Migration, à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté sur «la recommandation du Médiateur fédéral relative aux familles en séjour irrégulier» (n° 5-3536).....	15
Demande d'explications de M. Bert Anciaux à la secrétaire d'État à l'Asile et la Migration, à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté sur «les tuteurs de mineurs étrangers non accompagnés» (n° 5-3428)	19
Demande d'explications de M. Johan Verstreken à la secrétaire d'État à l'Asile et la Migration, à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté sur «les demandeurs d'asile lesbiens et les centres d'asile» (n° 5-3577).....	22

Inhoudsopgave

Vraag om uitleg van de heer Jean-Jacques De Gucht aan de vice-eersteminister en minister van Binnenlandse Zaken en Gelijke Kansen over «de herbestemming van de voormalige rijkswachtkazerne te Elsene» (nr. 5-3528).....	5
Vraag om uitleg van de heer Benoit Hellings aan de vice-eersteminister en minister van Binnenlandse Zaken en Gelijke Kansen over «de resultaten van het onderzoek dat ingesteld werd na het vinden van een bom uit de Eerste Wereldoorlog in Tihange» (nr. 5-3492)	6
Vraag om uitleg van de heer Bart Laeremans aan de vice-eersteminister en minister van Binnenlandse Zaken en Gelijke Kansen over «de moeilijke strijd tegen cybercriminaliteit» (nr. 5-3509)	8
Vraag om uitleg van mevrouw Cindy Franssen aan de vice-eersteminister en minister van Binnenlandse Zaken en Gelijke Kansen over «de vrijwilligers bij de Civiele Bescherming» (nr. 5-3535).....	10
Vraag om uitleg van de heer Willy Demeyer aan de vice-eersteminister en minister van Binnenlandse Zaken en Gelijke Kansen over «de aanwerving van buurtinspecteurs» (nr. 5-3576).....	12
Vraag om uitleg van mevrouw Freya Piryns aan de staatssecretaris voor Asiel en Migratie, Maatschappelijke Integratie en Armoedebestrijding over «het rapport van het UNHCR over de staatloosheid in België» (nr. 5-3297).....	13
Vraag om uitleg van de heer Bert Anciaux aan de staatssecretaris voor Asiel en Migratie, Maatschappelijke Integratie en Armoedebestrijding over «de niet-opvang van hulpbehoevende gezinnen door Fedasil» (nr. 5-3319)	15
Vraag om uitleg van de heer Bert Anciaux aan de staatssecretaris voor Asiel en Migratie, Maatschappelijke Integratie en Armoedebestrijding over «de opvang van illegale families in Holsbeek» (nr. 5-3589).....	15
Vraag om uitleg van mevrouw Freya Piryns aan de staatssecretaris voor Asiel en Migratie, Maatschappelijke Integratie en Armoedebestrijding over «de aanbeveling van de Federale Ombudsman over gezinnen zonder wettig verblijf» (nr. 5-3536)	15
Vraag om uitleg van de heer Bert Anciaux aan de staatssecretaris voor Asiel en Migratie, Maatschappelijke Integratie en Armoedebestrijding over «de voogden voor niet-begeleide minderjarige vreemdelingen» (nr. 5-3428).....	19
Vraag om uitleg van de heer Johan Verstreken aan de staatssecretaris voor Asiel en Migratie, Maatschappelijke Integratie en Armoedebestrijding over «de holebiasielzoekers en de asielcentra» (nr. 5-3577)	22

Demande d'explications de M. Yves Buysse à la secrétaire d'État à l'Asile et la Migration, à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté sur «la problématique des illégaux à la côte» (n° 5-3608)25	Vraag om uitleg van de heer Yves Buysse aan de staatssecretaris voor Asiel en Migratie, Maatschappelijke Integratie en Armoedebestrijding over «de illegalenproblematiek in de kustregio» (nr. 5-3608)25
Requalification en question écrite avec remise de la réponse26	Herkwalificatie als schriftelijke vraag met overhandiging van het antwoord.....26

Présidence de M. Philippe Moureaux*(La séance est ouverte à 10 h 55.)***Demande d'explications de M. Jean-Jacques De Gucht à la vice-première ministre et ministre de l'Intérieur et de l'Égalité des Chances sur «la réaffectation de l'ancienne caserne de la gendarmerie à Ixelles» (n° 5-3528)**

M. Jean-Jacques De Gucht (Open Vld). – Quiconque emprunte le boulevard Général Jacques à Bruxelles connaît certainement les bâtiments de l'ancienne caserne de la gendarmerie. On y trouve aussi les bâtiments de la VUB, laquelle nécessite davantage de chambres d'étudiants et d'espaces de recherche. Cela vaut également pour l'ULB, avec laquelle la VUB collabore étroitement. L'ancienne caserne de la gendarmerie peut donc constituer une solution à cet égard.

Sous la législature précédente, le SPF Intérieur, la Régie des bâtiments et le cabinet du ministre Reynders avaient formulé un accord de principe quant à l'implication de la VUB et de l'ULB dans le recours à un consultant externe en vue d'établir un plan concret de réaffectation de la caserne.

Selon les projets, les agents fédéraux qui y sont encore hébergés déménageraient vers le centre de Bruxelles. Une partie de la caserne est déjà vide, un certain nombre d'agents ayant déménagé vers les anciens bâtiments de l'Hôpital militaire de l'avenue de la Couronne.

Les projets de déménagement de la police fédérale de la caserne au centre de Bruxelles sont-ils encore d'actualité ?

Un consultant a-t-il déjà été désigné pour étudier la réaffectation des bâtiments ?

La VUB et l'ULB seront-elles impliquées dans ce processus ?

Mme Joëlle Milquet, vice-première ministre et ministre de l'Intérieur et de l'Égalité des Chances. – Le déménagement de la police fédérale à Bruxelles vers le bâtiment de l'ancienne cité administrative au centre de Bruxelles ne concerne qu'une partie de ses services. Ceux-ci proviennent surtout de bâtiments loués qui ne sont plus adaptés aux besoins des services occupants. Les autres services amenés à déménager à la cité administrative proviennent des complexes « Couronne » à Ixelles et « Geruzet » à Etterbeek.

Ce déménagement ne signifie cependant pas que la police fédérale aura quitté en intégralité le complexe « Couronne » en question : plusieurs services restent encore sur le site et seront intégrés dans une phase ultérieure au sein des complexes « de Witte de Haelen » et « Geruzet ».

Comme la Régie des bâtiments, en concertation avec la police fédérale, est responsable de la nouvelle affectation du site « Couronne » à Ixelles, je vous renvoie au secrétaire d'État Verherstraeten.

Voorzitter: de heer Philippe Moureaux*(De vergadering wordt geopend om 10.55 uur.)***Vraag om uitleg van de heer Jean-Jacques De Gucht aan de vice-eersteminister en minister van Binnenlandse Zaken en Gelijke Kansen over «de herbesteding van de voormalige rijkswachtkazerne te Elsene» (nr. 5-3528)**

De heer Jean-Jacques De Gucht (Open Vld). – Iedereen die langs de Generaal Jacqueslaan in Brussel rijdt, zal de gebouwen van de voormalige rijkswachtkazerne daar wel kennen. Langs diezelfde laan bevinden zich ook de gebouwen van de VUB. De VUB heeft gelet op de jaarlijkse aangroei van de studentenpopulatie, dit jaar met 7%, en van het onderzoek nood aan uitbreiding, van het aantal studentenkamers en onderzoeksruintes. Dat geldt ook voor de ULB, waarmee de VUB nauw samenwerkt. De voormalige rijkswachtkazerne kan een oplossing bieden voor deze uitbreiding.

Tijdens de vorige legislatuur waren het ministerie van Binnenlandse Zaken, de Regie der gebouwen en het kabinet van minister Reynders het principieel eens om de VUB en de ULB te betrekken bij de consultaties van een externe consultant met het oog op het uitwerken van een concreet plan voor de herbesteding van de kazerne. Volgens de plannen zouden de federale agenten die er momenteel nog zijn ondergebracht, verhuizen naar het centrum van Brussel. Een deel van de kazerne staat al leeg, nadat agenten verhuisd zijn naar de vroegere gebouwen van het legerhospitaal langs de Kroonlaan.

Zijn er nog concrete plannen voor de verhuizing van de federale politie van de kazerne naar het centrum van Brussel?

Is er al een consultant aangesteld om de herbesteding van de gebouwen te bestuderen?

Zullen de VUB en de ULB worden betrokken bij dit proces?

Mevrouw Joëlle Milquet, vice-eersteminister en minister van Binnenlandse Zaken en Gelijke Kansen. – Maar een deel van de diensten van de federale politie verhuizen naar het gebouw van het vroegere Rijksadministratief Centrum in het centrum van Brussel. Het gaat vooral om de diensten die nu in gehuurde gebouwen zitten die niet meer aangepast zijn aan de noden. De andere diensten die naar het RAC zullen verhuizen, komen uit de kwartieren Kroon te Elsene en Geruzet te Etterbeek.

Deze verhuizing betekent echter niet dat de federale politie het kwartier Kroon helemaal zal verlaten: een aantal diensten blijft na de verhuizing op de site en zal in een latere fase ondergebracht worden in de kwartieren de Witte de Haelen en Geruzet.

Daar de Regie der gebouwen, in overleg met de federale politie, bevoegd is voor de nieuwe bestemming van het complex Kroon te Elsene, verwijst ik naar de staatssecretaris Verherstraeten.

Ni la police fédérale ni moi-même n'avons d'objection à associer la VUB et l'ULB à cette concertation.

Vu nos difficultés financières, il serait intéressant de louer ou vendre ce complexe dans cinq ans.

M. Jean-Jacques De Gucht (Open Vld). – *La police montée et certaines divisions chargées de la formation resteraient dans la caserne de gendarmerie. Pour d'autres parties de la caserne, la Régie des bâtiments étudierait la possibilité d'une mise en location ou d'une vente. La ministre peut-elle veiller à ce que la VUB et l'ULB soient associées en priorité à ces discussions ?*

Mme Joëlle Milquet, vice-première ministre et ministre de l'Intérieur et de l'Égalité des Chances. – *Nous pouvons organiser une rencontre entre la VUB et l'ULB et la Régie des bâtiments. Je discute actuellement de la destination du complexe avec le secrétaire d'État à la Régie des bâtiments mais il s'écoulera peut-être de quatre à cinq ans avant que le complexe ne soit libre. Le déménagement est prévu à la fin de 2014 mais certains services resteront encore sur les lieux un ou deux ans en plus.*

Demande d'explications de M. Benoit Hellings à la vice-première ministre et ministre de l'Intérieur et de l'Égalité des Chances sur «les conclusions de l'enquête menée après la découverte d'une bombe de la Première Guerre mondiale à Tihange» (n° 5-3492)

M. Benoit Hellings (Ecolo). – *Madame la ministre, à la fin du mois de février, Electrabel avait fait savoir qu'un obus de la Première Guerre mondiale avait été retrouvé lors de travaux d'excavation réalisés sur le terrain faisant partie du site d'exploitation nucléaire de Tihange. Le site avait été entièrement évacué. Le Service d'enlèvement et de destruction d'engins explosifs s'était immédiatement rendu sur place et avait rapidement emporté l'objet.*

Je vous ai posé une question orale sur cet incident lors de la séance plénière du 7 mars 2013. Vous m'avez répondu qu'une enquête approfondie, visant notamment à déterminer l'origine de cet obus, était en cours. Vous avez laissé sous-entendre qu'une des hypothèses de travail des enquêteurs était que la bombe provenait de terres de remblais amenées sur le site de Tihange au moment de la construction des réacteurs.

Madame la ministre, vos services ont-ils bien entamé les recherches historiques et scientifiques adéquates pour déterminer si d'autres obus de la Première Guerre ou de la Seconde Guerre mondiale pouvaient encore se trouver dans les environs immédiats des réacteurs de Tihange ? Quelles sont les conclusions des experts ? Ont-ils pu déterminer l'origine exacte de la bombe en question ? Provenait-elle de terres de remblais ? Se trouvait-elle là à l'origine de la construction des réacteurs, sachant qu'il s'agit d'un endroit plutôt inadéquat pour retrouver un obus ?

Les mêmes recherches sur les sites d'enfouissement d'obus datant des deux derniers conflits et jusqu'à présent inconnus

Ikzelf en de federale politie hebben geen bezwaar om de VUB en de ULB bij dat overleg te betrekken.

Wegens onze financiële moeilijkheden zou het interessant zijn dit complex over vijf jaar te verhuren of te verkopen.

De heer Jean-Jacques De Gucht (Open Vld). – *De bereden politie en bepaalde opleidingsonderdelen zouden in de rijkswachtkazerne blijven. Voor de andere delen van de kazerne zou de Regie der gebouwen nagaan of het mogelijk is ze te verhuren of te verkopen. Kan de minister ervoor zorgen dat de VUB en de ULB daar in eerste instantie bij worden betrokken?*

Mevrouw Joëlle Milquet, vice-eersteminister en minister van Binnenlandse Zaken en Gelijke Kansen. – *We kunnen een ontmoeting organiseren van de VUB en de ULB met de Regie der gebouwen om de verschillende plannen te bestuderen. Ik pleeg thans overleg met de staatssecretaris voor de Regie der gebouwen over de bestemming van het complex, maar het kan vier tot vijf jaar duren vóór het vrij is. De verhuizing is gepland tegen eind 2014. Daarna zullen nog een paar diensten één of twee jaar ter plaatse blijven.*

Vraag om uitleg van de heer Benoit Hellings aan de vice-eersteminister en minister van Binnenlandse Zaken en Gelijke Kansen over «de resultaten van het onderzoek dat ingesteld werd na het vinden van een bom uit de Eerste Wereldoorlog in Tihange» (nr. 5-3492)

De heer Benoit Hellings (Ecolo). – *Eind februari liet Electrabel weten dat bij graafwerken op het terrein dat deel uitmaakt van de nucleaire site van Tihange een obus uit de Eerste Wereldoorlog was gevonden. De site werd volledig geëvacueerd. De Dienst voor Opruiming en Vernietiging van Ontploffingstuigen kwam onmiddellijk ter plaatse gekomen en nam het object mee.*

Ik heb de minister daarover een mondelinge vraag gesteld in de plenaire vergadering van 7 maart 2013. Ze antwoordde toen dat er een uitgebreid onderzoek aan de gang was, om de oorsprong van die obus te achterhalen. Ze liet doorschemeren dat de onderzoekers vermoedden dat de bom afkomstig was uit de aanvulaarde die op de site van Tihange werd aangevoerd bij de bouw van de reactoren.

Zijn de diensten van Binnenlandse Zaken met een historisch en wetenschappelijk onderzoek begonnen om na te gaan of er zich nog andere obussen uit de Eerste of de Tweede Wereldoorlog in de onmiddellijke omgeving van de reactoren van Tihange kunnen bevinden? Wat zijn de conclusies van de experts? Hebben ze de exacte oorsprong van de bom in kwestie kunnen bepalen? Was ze afkomstig van aanvulaarde? Bevond ze zich daar bij de aanvang van de bouw van de reactoren? Het is immers niet waarschijnlijk dat zich op die plaats obussen bevinden.

Werd een gelijkaardig onderzoek gestart naar begraven obussen uit de laatste twee oorlogen op de andere Belgische nucleaire sites? Ik denk aan Doel, Mol, Fleurus en Kleine

ont-elles été initiées sur les autres sites nucléaires belges ? Je pense à Doel, à Mol, à Fleurus et à Kleine Brogel. Avez-vous informé les autorités des régions et pays voisins – les Pays-Bas, l'Allemagne, la France, la Grande-Bretagne et le Grand-Duché de Luxembourg – de l'incident et les conclusions de l'enquête menée chez nous ? Parallèlement, avez-vous demandé ou suggéré aux autorités françaises et néerlandaises de mener le même type de recherches sur leurs sites nucléaires de Chooz ou de Borssele, vu l'impact potentiel important pour la Belgique et la population belge ? Tiendrez-vous compte de l'incident hutois lors de la rédaction des futures règles de sécurité nucléaire ?

Mme Joëlle Milquet, vice-première ministre et ministre de l'Intérieur et de l'Égalité des Chances. – Il est exact que les travaux réalisés sur le site en question, et plus précisément l'excavation d'une conduite, ont débouché sur la découverte d'un obus de la Première Guerre mondiale. Je précise qu'il ne se trouvait pas à proximité immédiate du réacteur et qu'il ne présentait plus aucun danger, heureusement. Cela incite toutefois à la prudence.

J'ai donc demandé à l'AFCN de nous faire un rapport. Faut-il, par exemple, envisager une recherche systématique de métaux par des procédés techniques autour des sites ? Nous attendons cette analyse et les mesures préconisées par l'agence.

M. Benoît Hellings (Ecolo). – Cela signifie-t-il que l'enquête a été initiée mais que les conclusions ne sont pas encore disponibles ?

Mme Joëlle Milquet, vice-première ministre et ministre de l'Intérieur et de l'Égalité des Chances. – Il ne s'agit pas d'une enquête. J'ai demandé à l'AFCN, qui a d'ailleurs eu beaucoup de travail ces derniers temps...

M. Benoît Hellings (Ecolo). – En effet !

Mme Joëlle Milquet, vice-première ministre et ministre de l'Intérieur et de l'Égalité des Chances. – ... de nous communiquer les mesures de sécurité recommandables en ce qui concerne cette problématique. Par exemple, faut-il procéder à une recherche systématique sur tous les sites et avec quel type de technique ?

M. Benoît Hellings (Ecolo). – Ces mesures sont importantes en effet – et je vous en félicite – mais dans le cas qui nous occupe, a-t-on déterminé si l'obus se trouvait dans des terres excavées ailleurs ou s'il provenait bien du site de Tihange ? Était-il présent au moment de la construction du site ?

Mme Joëlle Milquet, vice-première ministre et ministre de l'Intérieur et de l'Égalité des Chances. – Cette question fait partie de l'ensemble des interrogations que j'ai soumises à l'agence.

M. Benoît Hellings (Ecolo). – Quand pouvons-nous espérer obtenir cette analyse ?

Mme Joëlle Milquet, vice-première ministre et ministre de l'Intérieur et de l'Égalité des Chances. – Je vais adresser un rappel à l'AFCN.

Brogel. Heeft de minister de autoriteiten van de gewesten en van de buurlanden – Nederland, Duitsland, Frankrijk, het Verenigd Koninkrijk en het Groothertogdom Luxemburg – op de hoogte gebracht van het voorval en van de conclusies van het onderzoek dat bij ons werd gevoerd? Heeft de minister aan de Franse en Nederlandse autoriteiten eveneens gevraagd of gesuggereerd om een dergelijk onderzoek op hun nucleaire sites van Chooz of Borssele te voeren, gezien de belangrijke potentiële impact voor België en de Belgische bevolking? Zal de minister rekening houden met het incident uit de streek van Hoi bij het opstellen van de toekomstige nucleaire veiligheidsregels?

Mevrouw Joëlle Milquet, vice-eersteminister en minister van Binnenlandse Zaken en Gelijke Kansen. – Bij graafwerken op de site in kwestie is inderdaad een obus uit de Eerste Wereldoorlog ontdekt. De obus bevond zich niet in de onmiddellijke omgeving van een reactor en vormde gelukkig geen enkel gevaar. De ontdekking zet evenwel aan tot voorzichtigheid.

Ik heb bijgevolg aan het FANC gevraagd ons verslag uit te brengen. Moeten er bijvoorbeeld systematisch metalen worden opgespoord in de omgeving van de sites? We wachten op die analyse en op de maatregelen die het agentschap voorschrijft.

De heer Benoît Hellings (Ecolo). – Betekent dat dat het onderzoek begonnen is, maar dat de conclusies nog niet beschikbaar zijn?

Mevrouw Joëlle Milquet, vice-eersteminister en minister van Binnenlandse Zaken en Gelijke Kansen. – Het gaat niet om een onderzoek. Ik heb gevraagd aan het FANC, dat trouwens veel werk had de laatste tijd, ...

De heer Benoît Hellings (Ecolo). – Inderdaad!

Mevrouw Joëlle Milquet, vice-eersteminister en minister van Binnenlandse Zaken en Gelijke Kansen. – ... om ons de aan te bevelen veiligheidsmaatregelen betreffende die problematiek mee te delen. Bijvoorbeeld, of er systematisch onderzoek moet gebeuren op alle sites en met welk soort techniek.

De heer Benoît Hellings (Ecolo). – Die maatregelen zijn inderdaad belangrijk, maar kon er worden uitgemaakt of de obus zich in de aanvuldaarde bevond dan wel of hij afkomstig was van de site van Tihange? Was hij aanwezig op het moment dat de site werd gebouwd?

Mevrouw Joëlle Milquet, vice-eersteminister en minister van Binnenlandse Zaken en Gelijke Kansen. – Die vraag maakt deel uit van de vragen die ik aan het agentschap heb voorgelegd.

De heer Benoît Hellings (Ecolo). – Wanneer kunnen we die analyse verwachten?

Mevrouw Joëlle Milquet, vice-eersteminister en minister van Binnenlandse Zaken en Gelijke Kansen. – Ik zal het FANC een herinnering sturen.

**Demande d'explications de
M. Bart Laeremans à la vice-première
ministre et ministre de l'Intérieur et de
l'Égalité des Chances sur «la difficile lutte
contre la cybercriminalité» (n° 5-3509)**

M. Bart Laeremans (VB). – *J'ai déjà interrogé la ministre de la Justice la semaine dernière sur ce sujet. Comme je n'ai reçu qu'une réponse partielle, j'y reviens.*

La criminalité informatique est loin d'être un phénomène innocent. En outre il s'agit d'un phénomène de grande ampleur, y compris dans notre pays : intrusion dans les systèmes informatiques des banques, espionnage industriel, réseaux de pédophiles, etc. Wade Baker, directeur de l'analyse du risque chez Verizon, un groupe de télécommunication américain, a affirmé que le crime organisé est derrière plus de la moitié de toutes les attaques informatiques et que l'espionnage informatique est occupé à le rattraper. De Tijd a consacré à ce sujet un long article le 23 avril 2013.

Les perspectives sont donc menaçantes. S'y ajoute un très gros problème, sur lequel les magistrats sont unanimes : le combat est inégal, notre système judiciaire et policier ne dispose pas des mêmes armes et peine à suivre le développement de cette criminalité. Tout d'abord notre législation est désespérément dépassée. Ainsi la manière dont les enquêteurs peuvent intercepter des courriels ou d'autres données informatiques n'est absolument pas claire. En outre les unités de lutte contre la cybercriminalité de la police et les services de renseignement sont en sous-effectif et la collaboration des opérateurs de télécommunication laisse à désirer, tout cela nous laisse quasi impuissants face à la cybercriminalité.

Malgré les efforts qui ont été faits, notre pays semble en pratique s'agiter pour peu de résultat.

Les problèmes sont connus depuis longtemps mais en pratique il y a peu à changer. Le ministre des Affaires étrangères souligna l'an dernier qu'il était nécessaire d'avoir un appui extérieur, des normes externes, de la coordination et une stratégie claire et bien documentée, ainsi que des moyens internes. Tous ces éléments ne sont pas toujours présents, si l'on en croit la réponse du ministre à une question écrite d'un sénateur. Le secrétaire d'État à la Fonction publique et à la Modernisation des services publics, M. Bogaert a laissé entendre récemment que nous n'étions actuellement pas suffisamment armés pour lutter contre les pratiques de criminalité informatique. Il mit en garde contre un déferlement d'attaques informatiques de sites web des autorités publiques et a demandé que le gouvernement réserve 20 millions d'euros pour les quatre prochaines années afin de lutter contre ces attaques. Selon Het Belang van Limburg du 23 avril 2013, un expert en sécurité aurait déclaré que ces initiatives arrivaient trop tard et étaient insuffisantes.

Madame la ministre, vous-même, vous avez admis qu'il manquait de magistrats spécialisés et que vous appuieriez le recrutement de tels magistrats lors du prochain conclave

**Vraag om uitleg van
de heer Bart Laeremans aan de
vice-eersteminister en minister van
Binnenlandse Zaken en Gelijke Kansen
over «de moeilijke strijd tegen
cybercriminaliteit» (nr. 5-3509)**

De heer Bart Laeremans (VB). – Vorige week stelde ik al een vraag over dit onderwerp aan de minister van Justitie. Aangezien ze slechts gedeeltelijk werd beantwoord, kom ik erop terug.

Cybercriminaliteit is verre van onschuldig en gebeurt op enorm grote schaal, ook in ons land: het hacken van bankinstellingen, industriële cyberspionage, pedofielenetwerken enzovoort. Wade Baker, directeur risicoanalyse van de Amerikaanse telecomgroep Verizon, stelde dat de georganiseerde misdaad achter meer dan de helft van alle computerinbraken zit en dat computerspionage aan een forse "inhaalbeweging" bezig is. *De Tijd* van 23 april 2013 heeft daar een uitgebreid artikel aan gewijd.

De vooruitzichten zijn dus bedreigend, en daarbij is er één groot bijkomend probleem, waarover de magistraten het roerend eens zijn: onze Justitie en politie moeten deze strijd aangaan met ongelijke wapens en hinken daarom mijlenver achterop. In de eerste plaats is onze wetgeving hopeloos verouderd. Zo is het voor speurders volstrekt onduidelijk op welke manier ze e-mails en andere digitale informatie mogen onderscheppen. Dat daarnaast ook de computer crime units van de politie en van de inlichtingendiensten onderbemand zijn, en dat de medewerking van telecomoperatoren te wensen overlaat, maakt dat we haast machteloos staan tegenover cybercriminaliteit.

Ongeacht de inspanningen die al werden geleverd, lijkt ons land in de praktijk te vechten tegen de bierkaai.

De problemen zijn al langer bekend, maar in de praktijk lijkt er weinig te veranderen. De minister van Buitenlandse Zaken liet vorig jaar al optekenen dat er nood is aan externe ondersteuning, externe normen, coördinatie en een duidelijk en goed gedocumenteerd beleid, alsook aan voldoende interne middelen. Al deze elementen zijn niet altijd voldoende aanwezig, aldus de minister in antwoord op een schriftelijke vraag van een senator. Staatssecretaris voor Ambtenarenzaken en Modernisering van de Openbare Diensten Bogaert liet eveneens recentelijk uitschijnen dat we momenteel niet voldoende gewapend zijn tegen praktijken van cybercriminelen. Hij waarschuwt voor een vloedgolf aan cyberaanvallen op overheidswebsites en vraagt dat de regering daarvoor de komende vier jaar in totaal 20 miljoen euro vrijmaakt. Volgens *Het Belang van Limburg* van 23 april 2013 verklaarde een veiligheidsexpert dat deze initiatieven veel te laat komen en onvoldoende zijn.

Mevrouw de minister, uzelf gaf eind vorig jaar ook al toe dat er een tekort is aan gespecialiseerde magistraten en dat u de aanwerving ervan zou steunen in het komende begrotingsconclaaf.

In *De Standaard* van 4 en 5 april jongstleden trokken justitiespecialisten en Child Focus nogmaals aan de alarmbel.

budgetaire.

Dans le Standard du 4 et du 5 avril dernier, des spécialistes judiciaires et Child Focus ont une fois de plus tiré la sonnette d'alarme. Ils craignent qu'il faille une « grande catastrophe » pour convaincre tout le monde. Child Focus se plaint ainsi que les enquêteurs ne puissent effectuer des recherches proactives contre les pédophiles, alors que c'est possible dans des pays comme le Royaume-Uni et les États-Unis. Chez nous, il faut d'abord avoir des indices qu'un crime va être commis avant de pouvoir intervenir. Child Focus demande par exemple que dans la lutte contre la pornographie enfantine, il y ait un règlement particulier des méthodes spéciales de recherche.

Jusqu'à quel point, la ministre partage-t-elle les sombres avis des spécialistes ?

Comment la stratégie de lutte contre la cybercriminalité, pour ce qui concerne les compétences de la ministre, est-elle évaluée ?

Qu'a-t-on déjà fait pour la lutte contre la cybercriminalité dans son champ de compétence ?

Quand la législation sera-t-elle adaptée ? La ministre reconnaît-elle que la législation sur les recherches, et par exemple la loi sur les méthodes spéciales de recherche, doit être revue rapidement, et qu'il faut davantage de moyens pour la recherche proactive, entre autres dans les services de police ? Quelles initiatives la ministre prendra-t-elle ?

Mme Joëlle Milquet, vice-première ministre et ministre de l'Intérieur et de l'Égalité des Chances. – *Le 21 décembre 2012, le gouvernement a adopté une stratégie nationale de sécurité informatique et a chargé le premier ministre de son application.*

Pour la police fédérale, la cybercriminalité est un phénomène à traiter en priorité. Un programme de lutte contre la cybercriminalité a été rédigé. Les différentes actions qui y sont reprises prévoient le renforcement de la connaissance et des capacités de tous les policiers dans ce domaine.

Simultanément on a fixé comme objectifs prioritaires la lutte contre les botnets et l'accroissement de la capacité de protection des infrastructures informatiques et de télécommunication, tant des entreprises privées que des administrations publiques. Il y a d'autres priorités comme la lutte contre la pédopornographie, le terrorisme et le radicalisme sur le web.

Lors de l'exercice d'optimisation, j'ai demandé le renforcement des capacités actuelles de la police judiciaire, de la direction des unités spéciales (CGSU), de l'unité fédérale de lutte contre la cybercriminalité (FCCU) et des unités régionales de lutte contre la cybercriminalité (RCCU).

Actuellement il y a 203 personnes qui sont chargées de la lutte contre la cybercriminalité sur le plan national et dans les arrondissements. Dans les dossiers opérationnels, mais aussi pour les aspects stratégiques d'amélioration de l'action des polices et de la coopération internationale, nous nous concertons régulièrement avec Europol et Interpol. Jeudi matin, j'ai une réunion avec des représentants de plusieurs pays de l'Union européenne qui sont confrontés au même problème, surtout de terrorisme et de radicalisme en lien avec

Ze vrezen dat er eerst een “grote ramp nodig zal zijn” vooraleer iedereen overtuigd raakt. Zo beklaagt Child Focus zich erover dat Belgische speurders niet proactief op zoek mogen gaan naar pedofielen, terwijl dat in landen als het Verenigd Koninkrijk en de Verenigde Staten wel mag. Hier moeten er eerst aanwijzingen zijn dat een misdrijf zal plaatsvinden, pas dan mag men ingrijpen. Child Focus eist voor kinderporno daarom bijvoorbeeld een aparte regeling voor bijzondere opsporingsmethoden.

In hoeverre deelt de minister de weinig rooskleurige mening van de specialisten?

Hoe wordt het huidige cybercriminaliteitsbeleid, binnen de bevoegdheden van de minister, tot op heden geëvalueerd?

Wat is binnen zijn bevoegdheidsdomein reeds gerealiseerd op vlak van cybercriminaliteit?

Wanneer wordt de wetgeving aangepast? Is de minister het ermee eens dat de wetgeving rond opsporing, bijvoorbeeld de BOM-wet, dringend aan herziening toe is en dat meer moet worden ingezet op proactieve recherche, onder andere door de politiediensten? Welke initiatieven zal de minister ter zake nemen?

Mevrouw Joëlle Milquet, vice-eersteminister en minister van Binnenlandse Zaken en Gelijke Kansen. – De regering heeft op 21 december 2012 een nationale cybersecuritystrategie goedgekeurd en de eerste minister belast met de uitvoering ervan.

Binnen de federale politie is cybercriminaliteit een prioritair fenomeen. Er werd een programmadossier voor de bestrijding van cybercriminaliteit opgesteld. De verschillende actiepunten die daarin zijn opgenomen voorzien in het versterken van de kennis en de capaciteit van alle politiemensen in dit domein.

Gelijktijdig wordt gefocust op de bestrijding van “botnets” en op meer capaciteit voor de bescherming van vitale ICT-infrastructuur, zowel van privé bedrijven als van publieke overheden. Er zijn nog andere prioriteiten, zoals de strijd tegen kinderpornografie, en tegen terrorisme en radicalisme op het internet.

In de optimalisatieoefening heb ik versterking gevraagd van de huidige capaciteit van de gerechtelijke politie, van de CGSU, de FCCU en de RCCU's.

Momenteel zijn 203 personeelsleden belast met de strijd tegen cybercriminaliteit, op nationaal vlak en in de verschillende arrondissementen. In het kader van de operationele dossiers, maar tevens voor beleidsmatige aspecten ter verbetering van de actie van de politiediensten en de internationale samenwerking, is geregeld overleg met Europol en met Interpol. Donderdagochtend heb ik een vergadering met verschillende andere Europese lidstaten die met dezelfde problemen worden geconfronteerd, meer bepaald terrorisme en radicalisme, en de problematiek in verband met Syrië. We zullen een aanvullende capaciteit voor Interpol en Europol

la situation en Syrie. Nous demanderons davantage de moyens pour Europol et Interpol.

Outre le renforcement du cadre spécialisé des CCU, nous nous sommes investis dans la formation informatique de tous les policiers sur le terrain, pour qu'ils puissent assurer leur rôle de police de première ligne dans ce domaine.

Les questions concernant les magistrats spécialisés, l'encouragement des entreprises à faire une déclaration lorsqu'elles sont victimes d'un acte de criminalité informatique et la révision de la législation sur les méthodes de recherche appartiennent aux compétences de ma collègue ministre de la Justice.

M. Bart Laeremans (VB). – *C'est pour ces raisons que j'avais interrogé le ministre de la Justice la semaine dernière.*

La réponse va dans le bon sens mais je n'ai pas entendu beaucoup d'objectifs concrets. La ministre parle de 203 personnes chargées de la lutte contre la cybercriminalité mais à part la formation générale, je vois peu d'éléments concrets. J'attends vraiment que l'on fixe des objectifs concrets et qu'ils soient atteints. Nous n'avons en effet pas seulement affaire à des bandes criminelles mais aussi à des formes sophistiquées de terrorisme qui peuvent saper toute notre infrastructure numérique.

Je demande donc la plus grande vigilance et une attention constante à ce dossier.

Demande d'explications de Mme Cindy Franssen à la vice-première ministre et ministre de l'Intérieur et de l'Égalité des Chances sur «les volontaires de la Protection civile» (n° 5-3535)

Mme Cindy Franssen (CD&V). – *La Protection civile est un service fédéral de secours qui relève de la responsabilité de la ministre. Lors de catastrophes et de cataclysmes, ce service offre son assistance aux personnes et protège leurs biens. En outre il assure nombre de missions d'appui. La Protection civile est opérationnelle jour et nuit et son personnel est composé de fonctionnaires fédéraux. En cas de nécessité s'y ajoutent des volontaires.*

Pour devenir volontaire à la Protection civile, il faut satisfaire à plusieurs conditions. Outre un examen médical et une formation préalable, le volontaire doit encore suivre une formation une fois par mois. De plus il s'engage à être au moins disponible deux fois douze heures par mois pour une éventuelle intervention.

Ces volontaires sont précieux pour la Protection civile. Ils consacrent une grande partie de leur temps à des missions pour la protection civile. Pour beaucoup d'entre eux, il n'est pas toujours aisé de se libérer durant les heures de travail pour une intervention. Cela vaut certainement lorsqu'ils viennent d'être embauchés par un nouvel employeur. Pour les mêmes raisons, il n'est pas toujours évident de suivre toutes les formations.

Il y aurait également des problèmes avec la circulation interne de l'information et avec la communication. Il semble

vragen.

Naast een versterking van het gespecialiseerde kader van de CCU's de komende maanden wordt vooral ook ingezet op cybervorming voor alle politiemensen op het terrein, opdat zij hun rol van eerstelijns politie in deze materie kunnen opnemen.

De vragen betreffende de gespecialiseerde magistraten, het stimuleren van de aangiftebereidheid door ondernemingen die slachtoffer zijn van cybercriminaliteit, en inzake de herziening van de wetgeving rond opsporing behoren tot de bevoegdheid van mijn collega van Justitie.

De heer Bart Laeremans (VB). – Om die reden heb ik de vraag vorige week aan de minister van Justitie gesteld.

Het antwoord gaat de goede richting uit, maar ik hoor weinig concrete doelstellingen. De minister heeft het over 203 personeelsleden die belast zijn met cybercriminaliteit, maar buiten de algemene opleiding zie ik weinig concreets. Ik hoop echt op concrete doelstellingen en het realiseren ervan. We hebben immers niet enkel te maken met criminele bendes, maar ook met geavanceerde vormen van terrorisme, die onze hele digitale infrastructuur kunnen ondermijnen.

Ik vraag de grootste waakzaamheid en blijvende alertheid voor dit dossier.

Vraag om uitleg van mevrouw Cindy Franssen aan de vice-eersteminister en minister van Binnenlandse Zaken en Gelijke Kansen over «de vrijwilligers bij de Civiele Bescherming» (nr. 5-3535)

Mevrouw Cindy Franssen (CD&V). – De Civiele Bescherming is een federale hulpdienst die onder de bevoegdheid van de minister valt. Bij rampen en schadegevallen levert de dienst bijstand aan personen en beschermt hij goederen. Daarnaast vervult hij tal van ondersteunende taken. De Civiele Bescherming is dag en nacht operationeel en is samengesteld uit federale ambtenaren. Indien nodig worden die aangevuld met vrijwilligers.

Om vrijwilliger bij de Civiele Bescherming te worden dient men aan een aantal voorwaarden te voldoen. Naast een medisch onderzoek en een vooropleiding dient de vrijwilliger ook een keer per maand een verdere opleiding te volgen. Daarnaast verbindt hij of zij zich ertoe om minstens twee keer twaalf uur per maand beschikbaar te zijn voor een eventuele interventie.

Deze vrijwilligers zijn waardevol voor de civiele bescherming. Ze spenderen een groot deel van hun tijd aan opdrachten voor de Civiele Bescherming. Voor velen onder hen is het echter niet altijd eenvoudig om zich tijdens de werkuren vrij te maken voor een interventie. Dat geldt zeker wanneer ze net bij een nieuwe werkgever aan de slag zijn gegaan. Om dezelfde redenen is het ook niet altijd evident om alle opleidingen te volgen.

qu'il y ait des volontaires qui sont là depuis des années mais qui ne sont pas informés qu'il leur faut suivre de nouvelles formations. Dans certains cas cela conduit à leur licenciement.

La disponibilité de deux fois douze heures par mois est-elle une absolue nécessité pour devenir volontaire à la Protection civile ? Cela peut-il être suspendu temporairement dans certains cas, par exemple lorsque le volontaire vient d'être engagé par un nouvel employeur ?

Ne pas répondre à un appel pour une intervention entraîne-t-il toujours un licenciement ?

Y a-t-il une manière fixe de porter à la connaissance des volontaires les formations à suivre ?

Ne pas suivre une formation ou ne pas la suivre dans les délais entraîne-t-il toujours un licenciement ?

De quelle manière, répond-on aux plaintes ou aux questions des volontaires qui ont été remerciés ?

Mme Joëlle Milquet, vice-première ministre et ministre de l'Intérieur et de l'Égalité des Chances. – *Tout volontaire doit être disponible deux fois par mois pendant douze heures. C'est une condition absolue pour rester volontaire. Le volontaire signale d'avance les moments où il est disponible au secrétariat de sa caserne. Il a toujours la possibilité de modifier ses heures de disponibilité.*

Lorsqu'un volontaire n'est pas disponible pour une intervention, il n'est pas systématiquement proposé de le licencier.

Les volontaires sont informés dès leur entrée en service de la réglementation qui les concerne. La réglementation est reprise dans le vade-mecum du volontaire qui est disponible dans chaque unité et dont chaque volontaire reçoit un exemplaire lors de son entrée en service. Cette réglementation est également mentionnée dans le projet de statut des volontaires de la Protection civile.

Les volontaires doivent suivre chaque année 75 pour cent des heures de formations prévues. Si ce quota n'est pas atteint, le volontaire doit se justifier auprès de son chef d'unité. Si les raisons ne sont pas jugées suffisantes, il est proposé de mettre le volontaire en service non-actif. Chaque décision est toujours transmise à la personne concernée.

Les volontaires doivent déposer leurs plaintes éventuelles auprès de leur chef d'unité, qui va les traiter.

Mme Cindy Franssen (CD&V). – *Ma question était inspirée de cas concrets de volontaires qui ont été licenciés et qui ont réagi mais n'ont jamais reçu de réponse. Comme actuellement le nombre de volontaires baisse dans les organisations, il importe de les traiter correctement. Je remercie la ministre de sa réponse officielle qui apporte des éclaircissements qui vont me permettre de progresser dans plusieurs dossiers.*

Er zouden ook problemen zijn met de interne informatiedoorstroming en de communicatie. Zo blijken er vrijwilligers te zijn die al vele jaren in dienst zijn, maar die er niet van op de hoogte waren dat ze nieuwe opleidingen dienden te volgen. In sommige gevallen leidde dit zelfs tot ontslag.

Is de beschikbaarheid van twee maal twaalf uur per maand een absolute voorwaarde om als vrijwilliger bij de Civiele Bescherming actief te zijn? Kan daar in een aantal gevallen tijdelijk van worden afgeweken, bijvoorbeeld wanneer de vrijwilliger net bij een nieuwe werkgever aan de slag is gegaan?

Is het niet beantwoorden van een oproep tot interventie steeds een aanleiding tot ontslag?

Is er een vaste manier waarop de opleidingen bekend worden gemaakt bij de vrijwilligers van de Civiele Bescherming?

Leidt het niet of niet tijdig volgen van een opleiding steeds tot ontslag?

Op welke wijze worden klachten of vragen van vrijwilligers die worden ontslagen, beantwoord?

Mevrouw Joëlle Milquet, vice-eersteminister en minister van Binnenlandse Zaken en Gelijke Kansen. – *Elke vrijwilliger moet per maand twee maal twaalf uur beschikbaar zijn. Dat is een absolute voorwaarde om vrijwilliger te blijven. De vrijwilliger deelt de momenten waarop hij beschikbaar is, op voorhand mee aan het secretariaat van zijn kasern. Hij heeft steeds de mogelijkheid om zijn beschikbare uren te wijzigen.*

Wanneer een vrijwilliger niet beschikbaar is voor een interventie, wordt niet systematisch een ontslag voorgesteld.

De kernvrijwilligers worden bij hun indiensttreding op de hoogte gebracht van de reglementering die op hen betrekking heeft. De reglementering wordt vermeld in het vademecum van de kernvrijwilliger, dat in elke eenheid beschikbaar is en waarvan elke kernvrijwilliger bij indiensttreding een exemplaar krijgt. Deze reglementering wordt ook vermeld in het ontwerpstatuut voor de kernvrijwilligers bij de Civiele Bescherming.

De kernvrijwilligers moeten jaarlijks ten minste 75% van de voorziene opleidingsuren volgen. Indien dit quotum niet wordt bereikt, moet de kernvrijwilliger zich verantwoorden bij de eenheidschef. Indien de rechtvaardiging niet volstaat, wordt voorgesteld om de kernvrijwilliger op non-actief te stellen. Elke beslissing wordt steeds meegedeeld aan de betrokken persoon.

De kernvrijwilligers moeten hun eventuele klachten indienen bij de betrokken eenheidschef, die de klacht behandelt.

Mevrouw Cindy Franssen (CD&V). – *Mijn vraag aan de minister was ingegeven door concrete gevallen van vrijwilligers die ontslagen werden en daarop gereageerd hebben, maar nooit een antwoord hebben gekregen. Zeker nu het aantal vrijwilligers in organisaties daalt, moeten ze correct worden behandeld. Ik dank de minister voor het officiële antwoord, dat meer duidelijkheid biedt en dat mij verder op weg kan helpen in die verschillende dossiers.*

**Demande d'explications de
M. Willy Demeyer à la vice-première
ministre et ministre de l'Intérieur et de
l'Égalité des Chances sur «le recrutement
des inspecteurs de quartier» (n° 5-3576)**

M. Willy Demeyer (PS). – La police belge a adopté le modèle de proximité dans lequel le policier de quartier est amené à jouer un rôle important.

Cependant, les zones de police peinent à recruter ce type de collaborateurs. En effet, les jeunes recrues s'avèrent essentiellement attirées par des services comme l'intervention, plus gratifiants en termes d'image mais aussi plus rémunérateurs.

J'ignore si la situation à cet égard a beaucoup évolué depuis l'enquête relative à la police de quartier, commandée en 2008 par le Conseil consultatif des bourgmestres. De cette enquête, il ressortait qu'environ les trois quarts des zones déplorait des postes vacants dans la fonction, le nombre de postes vacants étant particulièrement élevé dans les grandes zones où l'effectif est supérieur à 600 membres du personnel opérationnel.

Ma question porte sur les propositions de revalorisation à mettre en œuvre, notamment en matière de recrutement. Vous vous souviendrez, monsieur le président, que nous avions défendu à l'époque de la réforme des polices un statut particulier pour la police de proximité et que notre demande n'avait pas été suivie.

M. le président. – Elle a plutôt été noyée. Il avait été décidé d'octroyer une prime aux agents de la police de proximité mais les syndicats ont exigé que cette prime soit accordée à tous les agents, ce qui revenait à supprimer l'avantage pour la police de proximité.

M. Willy Demeyer (PS). – Effectivement.

Pouvons-nous imaginer pour les policiers de quartier, dont la mission est essentielle, un statut particulier du point de vue financier ?

Ensuite, ne serait-il pas envisageable, dans le cadre de la sélection, d'organiser un recrutement spécifique pour ce profil ?

Enfin, cet emploi requérant maturité et motivation, ne pourrait-on envisager de travailler avec les cellules de reconversion – dont l'importance n'est plus à démontrer dans le paysage économique et social actuel – afin de favoriser le recrutement prioritaire du personnel licencié et de permettre à celui-ci d'exercer spécifiquement cette fonction ?

Mme Joëlle Milquet, vice-première ministre et ministre de l'Intérieur et de l'Égalité des Chances. – J'apporte tout d'abord quelques précisions. Sur 196 zones de police, 149 ont répondu à cette enquête relative à la fonction d'agent de quartier. Ces 149 zones avaient à ce moment 323 postes vacants d'agent de quartier et 171 de ces derniers se situaient dans les zones de police de catégorie 5, c'est-à-dire dont le personnel compte moins de 600 membres ; ce sont donc des petites zones ou des zones plus rurales. Les zones de catégorie 2, dont le personnel compte entre 75 et 150

**Vraag om uitleg van de heer Willy Demeyer
aan de vice-eersteminister en minister van
Binnenlandse Zaken en Gelijke Kansen
over «de aanwerving van
buurtinspecteurs» (nr. 5-3576)**

De heer Willy Demeyer (PS). – *De Belgische politie heeft een structuur waarin de wijkagent een belangrijke rol speelt.*

De politiezones hebben echter moeite om dit soort medewerkers aan te werven. Jonge nieuwkomers worden vooral aangetrokken door bijvoorbeeld interventiediensten, niet enkel wegens het imago, maar ook wegens het hogere loon.

Ik weet niet of de toestand is geëvolueerd sinds de enquête van 2008 betreffende de functie van wijkpolitie, die er kwam op vraag van de Adviesraad van Burgemeesters. Uit die enquête bleek dat ongeveer in driekwart van de politiezones openstaande plaatsen waren voor wijkagenten, vooral in de zones met meer dan 600 personeelsleden.

Mijn vraag gaat over de herwaardering van de functie van wijkpolitie, meer bepaald bij de aanwerving. Bij de bespreking van de politiehervorming hebben wij gepleit voor een bijzonder statuut voor de buurtinspecteurs, maar daar werd niet op ingegaan.

De voorzitter. – *Men had beslist een premie toe te kennen aan de wijkinspecteurs, maar de vakbonden eisten dat deze premie aan alle agenten zou worden toegekend, waardoor het voordeel voor de wijkagenten teniet werd gedaan.*

De heer Willy Demeyer (PS). – *Inderdaad.*

Kan er een bijzonder financieel statuut worden ingevoerd voor de wijkinspecteurs, die toch een essentiële rol vervullen?

Kan niet overwogen worden om binnen de selectieprocedure voor dit profiel een specifieke aanwerving te organiseren?

Deze functie vereist maturiteit en motivatie. Zouden we niet kunnen werken met omschakelingscellen, waarbij voorrang wordt gegeven aan werknemers die ontslagen werden?

Mevrouw Joëlle Milquet, vice-eersteminister en minister van Binnenlandse Zaken en Gelijke Kansen. – *Ik wens toch eerst een en ander te verduidelijken. 149 van de 196 politiezones hebben aan deze enquête over de functie van wijkinspecteur meegewerkt. Die 149 zones hadden toen 323 openstaande betrekkingen voor wijkagent, waarvan 171 in politiezones van categorie 5, met minder dan 600 personeelsleden. Het betreft kleine politiezones of politiezones in landelijke gebieden. De korpsen van categorie 2, met 75 tot 150 personeelsleden, hadden eveneens een probleem bij het invullen van*

membres, signalaient également un manque, et 58 zones avaient assez de candidats en interne.

Mme Turtelboom, qui m'a précédée dans ma fonction, avait conclu qu'il n'y avait pas de manque structurel d'agent de quartier.

Je renvoie aussi au rapport de 2010 sur la revalorisation du travail de quartier mené par l'inspecteur de quartier. Ce rapport a été soumis à la CPPL et aux organisations syndicales. Il contient des propositions d'amélioration au niveau de la fonctionnalité, de l'organisation, de l'individu. Plusieurs recommandations sont aussi formulées au sujet de la police locale.

Prévoir un poste spécifique dans le cadre de la réforme du recrutement ne me paraît pas utile. Désormais, lorsqu'une zone veut recruter, elle peut le faire, et les différents candidats qui veulent travailler dans cette zone sont prioritaires s'ils s'engagent à y rester.

Je pense donc que nous aurons moins de problèmes à l'avenir si nous pouvons anticiper les besoins en personnel des zones. Le stage se fera avec la zone, et comme il y aura un contact avec celle-ci pendant la formation, il sera possible de prévoir le type de fonction pour lequel le jeune pourra être recruté.

Les zones doivent aussi mener une politique active et préciser leurs priorités : d'abord, éventuellement, une fonction de quartier avant une fonction d'intervention. Tout dépend des besoins.

Reste la problématique de la prime. Nous avons entamé un travail complexe de révision de la rémunération fonctionnelle. Des groupes de travail ont été mis sur pied et, en collaboration avec les syndicats, ils réfléchissent à un système beaucoup plus simple de rémunération, avec diminution des primes mais, en corollaire, instauration de primes qui ont du sens. Or la revalorisation de la fonction d'agent de quartier a du sens. Mais celle-ci doit être attractive et ne doit pas être accordée à tout le monde. Ce point fait partie de l'analyse que nous menons en ce moment avec les syndicats sur la rémunération.

Demande d'explications de Mme Freya Piryns à la secrétaire d'État à l'Asile et la Migration, à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté sur «le rapport du HCR sur l'apatridie en Belgique» (n° 5-3297)

Mme Freya Piryns (Groen). – *Afin de tenter de mieux comprendre la situation des apatrides en Belgique, le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés a consacré un projet de recherche interdisciplinaire portant aux aspects juridiques et sociodémographiques de l'apatridie. Dans le rapport, des recommandations sont adressées au monde politique à propos de l'inscription des apatrides, du constat de la situation d'apatridie, du statut de l'apatride reconnu et du candidat apatride et de la prévention et la limitation des cas d'apatridie. À l'occasion de la publication de ce rapport, je souhaite poser quelques questions.*

Où en est la procédure d'assentiment de la Belgique à la

openstaande betrekkingen en 58 zones hadden voldoende interne kandidaten.

Mijn voorganger, mevrouw Turtelboom, kwam tot de conclusie dat er geen structureel tekort was aan wijkinspecteurs.

Ik verwijs naar het rapport 2010 over de herwaardering van het buurtwerk van de buurtinspecteur. Dit rapport werd voorgelegd aan de VCLP en aan de vakbondsorganisaties. Het omvat voorstellen voor een verbetering van de functionaliteit en van de organisatie. Er werden verschillende aanbevelingen gedaan inzake de lokale politie.

Een specifieke functie in het kader van de hervorming van de aanwerving lijkt me niet interessant. Wanneer een zone wenst aan te werven, dan kan dat, en de kandidaten die in deze zone wensen te werken hebben voorrang als ze zich ertoe verbinden er te blijven.

Ik denk dus dat er in de toekomst minder problemen zullen zijn als we kunnen inspelen op de personeelsbehoeften van de politiezones. Er zal stage gelopen worden in de zone. Gedurende de opleiding kan worden beslist voor welke functie de jonge agent kan aangeworven worden.

De zones moeten een actief beleid voeren en duidelijk prioriteiten stellen: eventueel eerst een functie als wijkinspecteur en nadien een interventiefunctie. Alles hangt af van de behoeften.

Dan is er nog het probleem van de premie. Wij zijn bezig met een herziening van de functionele vergoeding. Er werden werkgroepen opgericht en samen met de vakbonden wordt nagedacht over een veel eenvoudiger vergoedingssysteem, met minder premies, maar premies die zin hebben. De herwaardering van de functie van buurtinspecteur is zinvol, maar de functie moet aantrekkelijk blijven. Ze kan ook niet door om het even wie worden ingevuld. De herwaardering van de buurtinspecteur maakt deel uit van de bespreking met de vakbonden over de vergoeding.

Vraag om uitleg van mevrouw Freya Piryns aan de staatssecretaris voor Asiel en Migratie, Maatschappelijke Integratie en Armoedebestrijding over «het rapport van het UNHCR over de staatloosheid in België» (nr. 5-3297)

Mevrouw Freya Piryns (Groen). – Het UNHCR heeft een interdisciplinair onderzoeksproject opgezet naar de sociaal-demografische en juridische aspecten van staatloosheid, in een poging om de situatie van staatlozen in België beter te begrijpen. In het rapport werden aanbevelingen gericht tot de politieke wereld met betrekking tot de inschrijving van staatlozen, de vaststelling van staatloosheid, de status van erkende staatlozen en kandidaat-staatlozen en de preventie en beperking van staatloosheid. Naar aanleiding van de publicatie van dit rapport heb ik enkele vragen.

Hoever staat het met de toetreding van België tot het Verdrag

Convention sur la réduction des cas d'apatridie de 1961 et quelles sont les démarches qui restent à effectuer ?

La secrétaire d'État est-elle d'accord avec les conclusions du rapport et la liste des recommandations qui y sont formulées ?

Quelle suite donnera-t-elle à ce rapport et aux avis ? De quels dossiers en rapport avec l'apatridie s'occupe-t-elle déjà ?

Mme Maggie De Block, secrétaire d'État à l'Asile et la Migration, à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la Pauvreté. – *La Belgique a l'intention d'adhérer à la Convention de l'ONU du 30 août 1961 sur la réduction des cas d'apatridie. Dans cette perspective, nous organisons actuellement une concertation avec toutes les parties concernées, y compris le représentant du Haut-Commissariat des Nations Unies à Bruxelles. Le rapport que l'UNHCR a rédigé en collaboration avec le commissariat général contient de nombreuses données et recommandations très intéressantes. Je considère dès lors ce rapport comme une source importante d'inspiration pour l'étude de cette problématique.*

Quelques points doivent encore être examinés comme la question de savoir si la reconnaissance du statut d'apatride est un droit civil ou politique. Nous suivons également l'évolution dans les autres États de l'Union européenne et la manière dont la procédure y est organisée. Pour le moment seule la France possède une procédure pour la reconnaissance de l'apatridie, mais elle diffère fondamentalement sur plusieurs points de la procédure proposée dans le rapport. C'est pourquoi nous voulons vérifier si le système français est meilleur que le système proposé dans le rapport. Le Royaume-Uni étudie l'instauration d'une procédure, partiellement inspirée du modèle français. Dans d'autres pays comme les Pays-Bas, l'Allemagne, le Luxembourg et les pays scandinaves, il n'y aurait aucun plan d'instauration d'une procédure spécifique pour les apatrides.

Je plaide pour une politique d'asile et de migration européenne. C'est pourquoi nous souhaitons nous concerter avec les pays voisins quant à nos intentions en cette matière, à l'occasion d'entretiens bilatéraux. La solution que nous proposerons doit être juridiquement cohérente.

van 1961 en welke stappen moeten hiervoor nog worden gedaan?

Is de staatssecretaris het eens met de conclusies van het rapport en de lijst van aanbevelingen die worden geformuleerd?

Welk gevolg zal ze geven aan het rapport en de adviezen? Met welke zaken in verband met staatloosheid houdt ze zich al bezig?

Mevrouw Maggie De Block, staatssecretaris voor Asiel en Migratie, Maatschappelijke Integratie en Armoedebestrijding. – *België is van plan nog dit jaar toe te treden tot het VN-Verdrag van 30 augustus 1961 tot beperking van de staatloosheid. In dat perspectief wordt momenteel overleg gepleegd met alle betrokken partijen, met inbegrip van de vertegenwoordiging van het UNHCR in Brussel. Het rapport dat het UNHCR in samenwerking met het commissariaat-generaal heeft opgesteld, bevat heel wat interessante gegevens en aanbevelingen. Ik beschouw het rapport dan ook als een belangrijke inspiratiebron voor de bestudering van de problematiek.*

Een paar punten moeten verder worden onderzocht en getoetst, zoals de vraag of de toekenning van de status van staatloze een politiek of een civiel recht is. Wij bekijken ook de evolutie in andere lidstaten van de Europese Unie en de wijze waarop de procedure daar wordt georganiseerd. Op het ogenblik bestaat alleen in Frankrijk een procedure voor staatlozen, maar die verschilt op verschillende punten fundamenteel van de in het rapport voorgestelde procedure. Daarom willen we onderzoeken of het Franse systeem beter is dan het systeem dat in het rapport wordt voorgesteld. Het Verenigd Koninkrijk bestudeert de invoering van een procedure, deels geïnspireerd op het Franse model. In andere landen, zoals Nederland, Duitsland, Luxemburg en de Scandinavische landen, zouden er geen concrete plannen bestaan om een specifieke procedure voor staatlozen in te voeren.

Ik pleit voor een Europees asiel- en migratiebeleid. Daarom willen we onze voornemens in bilaterale gesprekken afdelen aan de buurlanden. De oplossing die we zullen voorstellen, moet juridisch sluitend zijn.

Demande d'explications de M. Bert Anciaux à la secrétaire d'État à l'Asile et la Migration, à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté sur «le refus de Fedasil d'accueillir des familles en difficulté» (n° 5-3319)

Demande d'explications de M. Bert Anciaux à la secrétaire d'État à l'Asile et la Migration, à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté sur «l'accueil de familles illégales à Holsbeek» (n° 5-3589)

Demande d'explications de Mme Freya Piryns à la secrétaire d'État à l'Asile et la Migration, à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté sur «la recommandation du Médiateur fédéral relative aux familles en séjour irrégulier» (n° 5-3536)

M. le président. – Je vous propose de joindre ces demandes d'explications. (*Assentiment*)

M. Bert Anciaux (sp.a). – *Depuis le 1^{er} mai 2009, les citoyens des dix nouveaux États membres de l'Union européenne, à l'exception de la Roumanie et de la Bulgarie, ne sont plus accueillis par Fedasil. En réponse à une récente question écrite, la secrétaire d'État a indiqué que Fedasil a refusé en 2012 l'accueil à 228 familles européennes. Selon Fedasil, ces citoyens européens ne peuvent plus obtenir une aide matérielle parce qu'ils ne sont pas en séjour illégal sur notre territoire. La secrétaire d'État a confirmé cette décision parce que les citoyens européens ont les mêmes droits que les ressortissants belges. Elle a expliqué que « nous devons défendre les intérêts des enfants des ressortissants de l'Union européenne comme nous le faisons pour ceux des enfants de nationalité belge ».*

Si Fedasil n'est pas responsable de l'accueil de ces familles européennes, qui l'est ? Quelles implications la secrétaire d'État lie-t-elle à l'affirmation « Nous devons défendre les intérêts des enfants des ressortissants de l'Union européenne comme nous le faisons pour ceux des enfants de nationalité belge » ? Dans quelle mesure la secrétaire d'État est-elle compétente pour cette matière mais cette fois en tant que secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté ?

J'en viens maintenant à ma question sur l'accueil des familles illégales à Holsbeek.

Nous avons récemment entendu qu'une solution avait été trouvée pour une partie de l'accueil des familles avec enfants sans titre de séjour légal. Fedasil et l'Office des étrangers ont récemment conclu un nouvel accord à ce sujet. Ces familles sont aujourd'hui accueillies dans un nouveau centre de retour ouvert à Holsbeek. Cela semble être une solution pour un problème pressant qui persiste depuis 2009 mais n'est-ce pas

Vraag om uitleg van de heer Bert Anciaux aan de staatssecretaris voor Asiel en Migratie, Maatschappelijke Integratie en Armoedebestrijding over «de niet-opvang van hulpbehoevende gezinnen door Fedasil» (nr. 5-3319)

Vraag om uitleg van de heer Bert Anciaux aan de staatssecretaris voor Asiel en Migratie, Maatschappelijke Integratie en Armoedebestrijding over «de opvang van illegale families in Holsbeek» (nr. 5-3589)

Vraag om uitleg van mevrouw Freya Piryns aan de staatssecretaris voor Asiel en Migratie, Maatschappelijke Integratie en Armoedebestrijding over «de aanbeveling van de Federale Ombudsman over gezinnen zonder wettig verblijf» (nr. 5-3536)

De voorzitter. – Ik stel voor deze vragen om uitleg samen te voegen. (*Instemming*)

De heer Bert Anciaux (sp.a). – Sinds 1 mei 2009 worden burgers uit de tien nieuwe lidstaten van de EU, met uitzondering van Roemenië en Bulgarije, niet meer door Fedasil opgevangen. In een recent antwoord op een schriftelijke vraag meldde de staatssecretaris dat Fedasil in 2012 de opvang voor 228 Europese gezinnen heeft geweigerd. Volgens Fedasil kunnen die EU-burgers geen materiële hulp meer krijgen omdat ze niet illegaal op ons grondgebied verblijven. De staatssecretaris bevestigde deze beslissing omdat EU-burgers dezelfde rechten hebben als Belgische onderdanen. Ze stelde letterlijk dat “de belangen van de kinderen van EU-onderdanen bijgevolg op dezelfde manier dienen te worden behartigd als die van kinderen met een Belgisch paspoort”.

Indien Fedasil niet verantwoordelijk is voor de opvang van deze Europese gezinnen, wie dan wel? Welke consequenties verbindt de staatssecretaris aan de stelling dat “de belangen van de kinderen van EU-onderdanen op dezelfde manier dienen behartigd te worden als die van de kinderen met een Belgisch paspoort”? In hoeverre is de staatssecretaris opnieuw voor deze materie bevoegd, maar dan als staatssecretaris voor Maatschappelijke Integratie en Armoedebestrijding?

Ik kom nu tot mijn vraag over de opvang van illegale gezinnen in Holsbeek.

Recent hoorden we dat er een oplossing werd gevonden voor een deel van de opvang van gezinnen met kinderen zonder wettig verblijf. Fedasil en de dienst Vreemdelingenzaken sloten hieromtrent onlangs een nieuw akkoord. Deze gezinnen vinden nu een opvang in het nieuwe open terugkeercentrum te Holsbeek. Het lijkt een oplossing voor een prangend probleem dat sinds 2009 woekerde, maar is het niet veeleer een schijnoplossing? Alle gegevens waarover ik beschik,

plutôt un semblant de solution ? Toutes les données dont je dispose m'incitent clairement à le penser.

Cette solution lie en effet intégralement l'accueil de ces familles au retour alors que d'autres solutions durables étaient auparavant encore possibles. Avec le nouvel accord, les familles reçoivent encore trente jours – contre nonante auparavant – pour collaborer à leur retour volontaire. Si elles ne le font pas, elles peuvent être placées dans un centre fermé en vue d'un retour forcé. En outre, ce centre est géré par l'Office des étrangers, ce qui augmente sensiblement la méfiance des familles en séjour illégal.

Bref, cette mesure semble plutôt destinée à décourager les familles en séjour illégal de se signaler auprès du CPAS. Je suppose que le succès de la secrétaire d'État réside surtout dans les statistiques. En effet, moins les familles en séjour illégal se signalent, moins nombreux sont les cas repris dans les statistiques. Le nombre de familles avec enfants diminue dans les statistiques mais je doute qu'il diminue également dans la société.

La secrétaire d'État comprend-elle que je formule une certaine réserve ? Comment pense-t-elle s'attaquer à cette problématique ?

Mme Freya Piryns (Groen). – *Ma question trouve son origine dans les recommandations que le médiateur fédéral a formulées à l'époque au sujet de l'accueil des enfants en séjour illégal avec leurs parents dans notre pays. À ce moment-là, les familles avec des enfants n'étaient accueillies d'aucune manière. La secrétaire d'État a récemment élaboré un nouveau système grâce auquel les familles sans titre de séjour légal sont envoyées vers des centres de retour et y reçoivent trente jours pour quitter le pays.*

Je me joins aux nombreuses interrogations formulées par M. Anciaux au sujet de ce règlement. Tout comme lui, j'estime que les familles qui séjournent depuis longtemps, même illégalement, dans notre pays et sont soudainement envoyées dans un tel centre en vue d'un retour dans les trente jours, ne sont pas vraiment incitées à faire cette démarche. Je crains que nombre de ces familles restent tout simplement illégalement dans le pays. Je partage également l'analyse critique de M. Anciaux.

Pour cette raison, je demande à la secrétaire d'État qu'elle continue à offrir, comme la loi le prévoit d'ailleurs actuellement, un accueil à ces familles avec enfants, qu'elles séjournent légalement ou illégalement dans le pays.

Mme Maggie De Block, *secrétaire d'État à l'Asile et la Migration, à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la Pauvreté.* – *La situation juridique des citoyens de l'Union européenne est totalement différente du statut juridique des personnes qui sont en séjour illégal sur le territoire. La libre circulation des personnes s'applique aux citoyens européens.*

Lorsqu'une telle liberté est très poussée, une possibilité accrue de limiter les droits aux allocations devient nécessaire, comme prévu dans la directive européenne 2004/38. Pour pouvoir garantir la vaste liberté de circulation des personnes sans remettre en question le système de la protection sociale, la même directive européenne permet d'exclure les citoyens européens de l'assistance sociale pendant les trois premiers mois de leur séjour et de retirer

doen me alleszins denken aan een schijnoplossing.

Deze oplossing koppelt de opvang van deze gezinnen immers integraal aan de terugkeer, terwijl er vroeger nog ruimte was voor andere duurzame oplossingen. In het nieuwe akkoord krijgen de gezinnen nog dertig dagen – tegenover vroeger negentig dagen – om mee te werken aan hun vrijwillige terugkeer. Als ze niet meewerken, kunnen ze worden opgesloten in een gesloten centrum met het oog op een gedwongen terugkeer. Bovendien wordt dit centrum beheerd door de dienst Vreemdelingenzaken zelf. Dat vergroot de argwaan van de illegale gezinnen substantieel.

Kortom, deze maatregel lijkt veeleer bedoeld om gezinnen in illegaal verblijf te ontmoedigen om zich aan te melden bij het OCMW. Ik vermoed dat de winst voor de staatssecretaris vooral wordt gevonden in de statistieken, want hoe minder illegale gezinnen zich aanmelden, hoe minder gevallen in de statistieken. Het aantal gezinnen met kinderen vermindert in de registratie, maar ik betwijfel of het ook vermindert in de samenleving.

Begrijpt de staatssecretaris dat ik enig voorbehoud maak? Hoe denkt zij deze problematiek aan te pakken?

Mevrouw Freya Piryns (Groen). – De aanleiding voor mijn vraag waren de aanbevelingen die de federale ombudsman destijds formuleerde inzake de opvang van kinderen die illegaal met hun ouders in ons land verblijven. Op dat moment werden gezinnen met kinderen op geen enkele manier opgevangen. Recentelijk heeft de staatssecretaris een nieuw systeem op poten gezet, waardoor gezinnen zonder wettig verblijf naar zogenaamde terugkeercentra worden gebracht en daar dertig dagen krijgen om het land te verlaten.

Ik sluit me aan bij de vele vraagtekens die de heer Anciaux al bij deze regeling heeft geplaatst. Net als hij ben ik van mening dat gezinnen die al een langere periode, zij het illegaal, in het land verblijven en dan plotseling naar zo'n centrum worden gestuurd met het oog op hun terugkeer binnen dertig dagen, niet echt worden aangespoord tot die stap. Ik vrees dat vele van die gezinnen gewoon illegaal in het land zullen blijven. Ik deel ook de kritische analyse van collega Anciaux.

Om die reden vraag ik de staatssecretaris dat ze, zoals de wet vandaag overigens bepaalt, voor deze gezinnen met kinderen, of ze nu legaal of illegaal in het land verblijven, opvang blijft aanbieden.

Mevrouw Maggie De Block, staatssecretaris voor Asiel en Migratie, Maatschappelijke Integratie en Armoedebestrijding. – De juridische situatie van EU-burgers is volledig verschillend van de rechtspositie van personen die illegaal op het grondgebied verblijven. Voor EU-burgers geldt het vrij verkeer van personen.

Een dergelijke verregerende vrijheid maakt echter een verregerende mogelijkheid om uitkeringsrechten te beperken ook noodzakelijk, zoals bepaald in de EU-richtlijn 2004/38. Om de ruime vrijheid van personenverkeer te kunnen garanderen zonder het systeem van sociale bescherming op de helling te zetten, maakt dezelfde Europese richtlijn het mogelijk EU-burgers tijdens de eerste drie maanden van hun verblijf van sociale bijstand uit te sluiten en hun verblijfsrecht

leur titre de séjour s'ils deviennent une charge déraisonnable pour le système d'assistance sociale. À l'instar de nos pays voisins, nous avons transposé cette possibilité en droit belge par la loi du 14 janvier 2012.

Les CPAS et Fedasil ont pour mission de contrôler strictement si les conditions de l'assistance sociale ou matérielle sont remplies. En d'autres termes, les CPAS doivent vérifier si les personnes concernées sont indigentes.

Les ressortissants européens qui peuvent faire appel à l'assistance sociale ou matérielle en Belgique disposent de plusieurs possibilités. D'abord et surtout, ils peuvent travailler comme salarié ou indépendant afin d'assurer leur subsistance car ils ne doivent pas disposer d'un permis de travail. Ils peuvent aussi avoir recours aux services de première ligne aux CAW (Centra voor algemeen welzijnswerk), à l'accueil des sans-abri et aux CPAS qui peuvent décider en toute autonomie, sur la base des besoins de ces personnes, d'octroyer une aide. Si c'est dans l'intérêt des enfants, ils peuvent également s'adresser aux autorités compétentes pour la protection de la jeunesse. Enfin, ils peuvent toujours aussi retourner dans leur pays européen d'origine si les choses ne se passent pas ici comme ils l'avaient espéré. De nombreuses personnes viennent en effet en Belgique avec de faux espoirs.

J'ai bien entendu lu les recommandations du médiateur fédéral. Fedasil a décidé, durant la grande crise de l'accueil, qu'il ne pouvait plus accueillir certaines personnes. Ce n'était pas par entêtement mais tout simplement à cause d'un manque de places. Mes prédécesseurs ont alors créé des places à un rythme d'enfer. Cela m'a également été suggéré au début mais j'ai pris des mesures structurelles relatives aux flux entrants et sortants. Depuis le début de 2012, nous pouvons garantir une place d'accueil pour tous les demandeurs d'asile qui y ont droit. Grâce au plan hiver, tous ceux qui l'ont demandé, quel que soit leur statut, ont pu bénéficier d'un toit durant le dernier hiver, depuis le milieu d'octobre. Cela concernait également les familles en séjour illégal.

Je me souviens que j'ai été interrogée, notamment par Mme Piryms, sur ce qui se passerait après le plan hiver, après le 1^{er} avril. Tout d'abord, nous avons prolongé ce plan jusqu'au 15 avril pour tout le monde, à cause du froid permanent. Nous n'en sommes bien entendu pas restés là et l'Office des étrangers et Fedasil ont conclu un accord au sujet de l'accueil des familles, y compris de celles en séjour illégal. Ainsi, un accueil structurel est à nouveau garanti pour chaque famille qui a introduit une demande auprès du CPAS qui doit bien entendu d'abord constater que la famille ne peut subvenir elle-même aux besoins des enfants. Dans le centre d'accueil, les familles sont aussi accompagnées en vue d'un éventuel retour volontaire.

Nous demandons aux familles avec des enfants si elles sont disposées à prendre le chemin du retour. Si elles le sont, elles vont dans un centre de retour ouvert et peuvent ainsi sortir de l'illégalité. En principe, elles ont un mois pour partir mais ce délai légal peut être prolongé s'il le faut pour rassembler les documents nécessaires, pour administrer des soins médicaux ou pour des raisons familiales.

Une politique semblable est menée vis-à-vis des familles en

in te trekken indien ze een onredelijke belasting voor het sociaalbijstandstelsel betekenen. In navolging van onze buurlanden hebben we deze mogelijkheid met de wet van 14 januari 2012 in Belgisch recht omgezet.

OCMW's en Fedasil hebben de taak strikt te controleren of voldaan is aan de voorwaarden voor sociale of materiële bijstand. De OCMW's moeten met andere woorden nagaan of de betrokkenen behoeftig zijn.

Europese onderdanen die geen aanspraak kunnen maken op sociale of materiële bijstand in België, hebben meerdere mogelijkheden. Eerst en vooral kunnen ze als werknemer of zelfstandige werken om in hun levensonderhoud te voorzien, want ze moeten geen arbeidskaart hebben. Ze kunnen ook een beroep doen op de eerstelijnsdiensten van Centra voor algemeen welzijnswerk, de daklozenopvang en de OCMW's, die op basis van de noden van deze mensen autonoom kunnen beslissen bijstand te verlenen. Als het in het belang is van kinderen, kunnen ze zich ook tot de bevoegde autoriteiten op het vlak van jeugdbescherming richten. Tot slot kunnen ze ook nog altijd naar hun EU-land van herkomst terugkeren als het hier niet loopt zoals ze hadden verwacht. Er komen immers nogal wat mensen met valse verwachtingen naar hier.

De aanbevelingen van de federale ombudsman heb ik uiteraard gelezen. Fedasil heeft tijdens de grote opvangcrisis beslist dat het bepaalde mensen niet meer kon opvangen. Dat was niet uit koppigheid, maar gewoon bij gebrek aan plaatsen. Mijn voorgangers hebben toen in een hels tempo plaatsen bijgemaakt. Die suggestie kreeg ik in het begin ook, maar ik heb structurele maatregelen genomen op het vlak van de in- en uitstroom; sinds begin 2012 kunnen we alle rechthebbende asielzoekers een opvangplaats garanderen. Dankzij het winterplan vanaf midden oktober kreeg iedereen die erom vroeg, ongeacht zijn of haar statuut, tijdens de voorbije winter een dak boven het hoofd, ook de gezinnen in illegaal verblijf.

Ik herinner me dat ik de vraag kreeg, onder andere van mevrouw Piryms, wat er na de winteropvang, na 1 april zou gebeuren. Ten eerste hebben we door de voortdurende koude de winteropvang voor iedereen verlengd tot 15 april. Intussen hebben we natuurlijk niet stilgezeten en hebben dienstvreemdelingenzaken en Fedasil een akkoord gesloten over de opvang van gezinnen, ook in illegaal verblijf. Daardoor wordt opnieuw een structurele opvang gegarandeerd aan elk gezin dat een aanvraag heeft ingediend bij het OCMW, dat natuurlijk eerst wel moet vaststellen dat het gezin niet zelf voor het onderhoud van de kinderen kan instaan. In het opvangcentrum worden de gezinnen ook begeleid naar een eventuele vrijwillige terugkeer.

Aan gezinnen met kinderen vragen we of ze bereid zijn om terug te keren. Zijn ze dat, dan gaan ze naar open terugkeercentra en krijgen ze zo de kans uit de illegaliteit te komen. In principe krijgen ze één maand om te vertrekken, maar die wettelijke termijn kan worden verlengd indien dat nodig is om de nodige documenten te verzamelen, om medische zorgen toe te dienen of om familieredenen.

Een gelijkaardig beleid wordt gevoerd tegenover gezinnen die illegaal in ons land verblijven en die meestal al heel veel procedures hebben doorlopen. Met dit nieuwe beleid willen we hun belangen behartigen, maar ook ons asielbeleid correct en coherent maken.

séjour illégal dans notre pays qui, la plupart du temps, sont déjà passées par de très nombreuses procédures. Avec cette nouvelle politique, nous voulons défendre leurs intérêts mais aussi rendre correcte et cohérente notre politique d'asile.

Dans les centres de retour ouverts, ces personnes sont spécialement accompagnées par Fedasil en vue du retour, en présence d'un officier de liaison de l'Office des étrangers. Nous voulons intervenir dans la situation sans issue dans laquelle se retrouvent les personnes en séjour illégal dans notre pays. Un séjour dans l'illégalité est et reste la solution la moins humaine et la moins durable. La solution pour laquelle nous optons aujourd'hui doit encore être évaluée.

Nous ne connaissons vraiment pas le nombre des personnes en séjour illégal en Belgique. Avant la crise de l'accueil, les illégaux séjournaient aussi dans le réseau d'accueil de Fedasil. J'ai retrouvé les chiffres de 2007 : 10% des personnes prises en charge dans le réseau d'accueil séjournaient alors illégalement dans notre pays. Il ne revenait pas à Fedasil d'accueillir ces personnes. Il l'a d'ailleurs également dit durant la crise de l'accueil.

Il est exact que les illégaux qui ne choisissent pas un retour volontaire peuvent être contraints à prendre le chemin du retour. Aucune famille avec des enfants n'est toutefois enfermée dans un centre fermé. Enfermer des enfants est interdit depuis 2008 et nous ne le ferons plus. C'est pourquoi nous avons ouvert les unités d'hébergement d'où le retour forcé de ces familles peut être organisé.

M. Bert Anciaux (sp.a). – *La secrétaire d'État voit différentes possibilités pour l'accueil des familles européennes indigentes par d'autres instances que Fedasil mais elle sait aussi que cet accueil entraîne toujours des problèmes dans la pratique. Le retour n'est pas toujours si facile.*

Je me réjouis qu'aucun enfant ne soit plus enfermé dans des centres fermés. C'est pour moi une agréable surprise car je ne le savais pas.

J'ai par contre encore un problème avec la réduction du délai de retour à trente jours. La secrétaire d'État affirme que cette période peut être un peu plus longue mais je crains quand même que les familles en séjour illégal ne se signalent plus auprès du CPAS et qu'elles disparaissent en fait dans l'illégalité. Bien entendu, rien n'est alors résolu.

Mme Freya Piryns (Groen). – *La secrétaire d'État dit que l'État belge cherche une solution dans les cas où les parents sont dans l'incapacité de subvenir à l'entretien de leurs enfants. La solution se trouve, à ses yeux, dans un centre de retour.*

On continue à se demander ce qui arrive lorsque des parents incapables d'entretenir convenablement leurs enfants ne sont pas disposés à signer un formulaire de retour. Quel sera leur sort ? La Cour constitutionnelle a clairement affirmé le droit absolu de ces enfants à l'accueil, en raison de leur vulnérabilité et eu égard aux droits de l'enfant. Ce droit à l'accueil ne peut être conditionné à la volonté de retour des parents. Je peux comprendre que ce soit l'objectif, mais le bref délai prévu par le nouveau système ne nous met-il pas en porte-à-faux avec d'autres lois et avec les droits de ces enfants ?

In de open terugkeercentra worden deze mensen door Fedasil speciaal begeleid naar terugkeer, maar wel in het bijzijn van een liaisonofficier van de dienst Vreemdelingenzaken. We willen iets doen aan de uitzichtloosheid van een illegaal verblijf in ons land. Een verblijf in de illegaliteit is en blijft de minst humane en minst duurzame oplossing. De oplossing die we nu aanreiken, moet wel nog worden geëvalueerd.

We weten eigenlijk niet hoeveel mensen er illegaal in België verblijven. Voor de opvangcrisis verbleven er ook illegalen in het opvangnetwerk van Fedasil. Ik heb cijfers teruggevonden van 2007, toen 10% van de mensen in het opvangnetwerk illegaal in ons land verbleef. Het was niet de taak van Fedasil om deze mensen op te vangen; tijdens de opvangcrisis heeft Fedasil dat ook gezegd.

Het klopt dat illegalen die niet voor vrijwillige terugkeer kiezen, gedwongen kunnen worden om terug te keren. Er worden echter nooit gezinnen met kinderen in gesloten centra geplaatst. Kinderen opsluiten is sinds 2008 verboden en we zullen dat niet meer doen. Daarom hebben we trouwens de "turtelhuisjes" geopend van waaruit de gedwongen terugkeer van deze gezinnen kan worden georganiseerd.

De heer Bert Anciaux (sp.a). – De staatssecretaris ziet wel verschillende mogelijkheden voor de opvang van hulpbehoevende gezinnen uit de EU door andere instanties dan Fedasil, maar zij weet ook dat die opvang in de praktijk nog altijd tot problemen leidt. De terugkeer loopt niet altijd zo vlot.

Ik ben blij dat er geen kinderen meer in gesloten centra worden opgesloten. Dat is voor mij een aangename verrassing, want ik wist dat niet.

Ik heb nog wel een probleem met het verkorten van de terugkeertermijn tot dertig dagen. De staatssecretaris zegt dat die periode wel iets langer mag zijn, maar toch vrees ik dat illegale gezinnen zich niet meer zullen melden bij het OCMW en dat ze in feite in de illegaliteit zullen verdwijnen. Dan is er natuurlijk niets opgelost.

Mevrouw Freya Piryns (Groen). – De staatssecretaris zegt dat de Belgische staat naar een oplossing zoekt als ouders niet in staat zijn om in het onderhoud van hun kinderen te voorzien. De oplossing ziet ze dan in een terugkeercentrum.

De vraag blijft wat er moet gebeuren als de ouders niet in staat zijn om voor hun kinderen in behoorlijk onderhoud te voorzien en als ze niet bereid zijn een terugkeerformulier te tekenen. Wat doet ze dan met deze gezinnen? Het Grondwettelijk Hof heeft zeer duidelijk gezegd dat deze kinderen met het oog op hun kwetsbaarheid en de rechten van het kind onvoorwaardelijk recht op opvang hebben. Dit recht op opvang mag niet gekoppeld worden aan de bereidheid tot terugkeer van de ouders. Ik begrijp best dat dit de doelstelling moet zijn, maar brengt het korte tijdsbestek van het nieuwe systeem ons niet in contradictie met andere wetten en met de rechten van deze kinderen in het bijzonder?

Mme Maggie De Block, *secrétaire d'État à l'Asile et la Migration, à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la Pauvreté*. – *Sans être juriste, je pense que Mme Piryns interprète de façon réductrice l'arrêt de la Cour constitutionnelle.*

Je rappelle que, pour la première fois depuis des années, nous nous occupons de ces familles. Nous cherchons une solution durable, mais celle-ci ne se situe pas nécessairement dans notre pays. C'est la raison pour laquelle nous investissons autant dans le retour et dans la formation d'accompagnateurs. Nous coopérons avec l'OIM, avec Caritas et avec tous ceux qui veulent trouver une solution à long terme. Nous avons en effet fixé un délai, car il est clair qu'on ne doit pas laisser les gens dans l'incertitude quant à leur retour durant trois à cinq ans. Ce ne serait pas une bonne politique, et nous prions donc les familles de décider plus rapidement de l'avenir qu'elles souhaitent pour leurs enfants.

Nous en faisons davantage. Les familles qui retournent volontairement sont suivies par nos personnes de contact dans leur pays d'origine, ce qui nous permet d'ailleurs de constater que la plupart de ces familles vivent bien.

Demande d'explications de M. Bert Anciaux à la secrétaire d'État à l'Asile et la Migration, à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté sur «les tuteurs de mineurs étrangers non accompagnés» (n° 5-3428)

M. Bert Anciaux (sp.a). – *Le porte-parole de la secrétaire d'État a indiqué en avril dans un communiqué de presse que tous les mineurs étrangers non accompagnés, les MENA, disposaient alors d'un tuteur. Des travailleurs de terrain dont le témoignage est digne de foi mettent en doute cette affirmation et présument que tel sera le cas lorsque tous les candidats-tuteurs prévus seront entrés en fonction. Il serait plus judicieux de dire que tous les MENA auront bientôt un tuteur si tout se déroule comme prévu. La nuance est de taille.*

Les mêmes sources signalent en outre qu'un problème risque de se poser en ce qui concerne la proportion de tuteurs néerlandophones et francophones. Ainsi, la plupart des MENA sont aujourd'hui des Afghans. Sans doute parce qu'ils sont plutôt d'origine anglophone, ces MENA préfèrent choisir un tuteur et un avocat néerlandophones. La pénurie de tuteurs et d'avocats s'aggraverait donc du côté néerlandophone où les réserves sont encore plus restreintes que du côté francophone.

Qui plus est, la loi prévoit que les MENA se voient attribuer, « sans délai », un tuteur. Cependant, dans les faits, l'attribution du tuteur n'intervient généralement qu'au bout de deux mois, au moment où le mineur est transféré, de Steenokkerzeel ou de Neder-Over-Heembeek, vers un centre de Fedasil. Pendant ce temps, les MENA ne peuvent faire appel à un tuteur qui serait pourtant indispensable en de tels moments. Un autre problème qui se pose est que lors de leur entretien préliminaire à l'Office des étrangers, les MENA doivent choisir s'ils demandent ou non l'asile. La décision leur appartient mais comme ils n'ont pas de tuteur, personne

Mevrouw Maggie De Block, *staatssecretaris voor Asiel en Migratie, Maatschappelijke Integratie en Armoedebestrijding*. – *Ik ben geen jurist, maar naar mijn oordeel gaat mevrouw Piryns toch kort door de bocht met haar interpretatie van het arrest van het Grondwettelijk Hof.*

Ik wijs erop dat we, voor het eerst in jaren, al deze gezinnen nu wel opvangen. We zoeken naar een oplossing met een duurzaam karakter, maar die hoeft niet noodzakelijk in ons land te liggen. Daarom precies investeren we zoveel in de terugkeer en in de opleiding van begeleiders. We werken daarvoor samen met de IOM, met Caritas en met iedereen die naar een duurzame oplossing wil zoeken. We hebben wel een termijn vastgelegd gezet, omdat het al lang duidelijk is dat het niet goed is om de mensen drie tot vijf jaar in twijfel te laten leven over hun terugkeer. Dat is geen goed beleid en precies daarom vragen we de gezinnen dat ze sneller beslissen welke toekomst ze voor hun kinderen willen.

We doen ook meer. Gezinnen die vrijwillig terugkeren, worden door onze contacten in het land van herkomst gevolgd. Daaruit blijkt trouwens dat de meesten van hen het daar zeer goed doen.

Vraag om uitleg van de heer Bert Anciaux aan de staatssecretaris voor Asiel en Migratie, Maatschappelijke Integratie en Armoedebestrijding over «de voogden voor niet-begeleide minderjarige vreemdelingen» (nr. 5-3428)

De heer Bert Anciaux (sp.a). – *In een persmededeling in april meldde de woordvoerder van de staatssecretaris dat alle niet-begeleide minderjarige vreemdelingen, NBMV, op het moment over een voogd beschikken. Betrouwbare getuigen uit het werkveld betwijfelen dat en vermoeden dat de staatssecretaris bedoelt dat dit zo zal zijn als alle voogden die momenteel in aanmerking komen, operationeel zullen zijn. De stelling zou moeten luiden dat alle NBMV straks over een voogd zullen beschikken, als alles verder naar plan verloopt. Dat is toch een belangrijke nuance.*

Daarnaast melden dezelfde betrouwbare bronnen dat er ook een probleem dreigt met de verhouding tussen Nederlandstalige en Franstalige voogden. Zo hebben momenteel vooral Afghaanse NBMV een voogd nodig. Wellicht door hun meer Engelstalige achtergrond kiezen ze veeleer voor een Nederlandstalige voogd en dito advocaat. Blijkbaar dreigt aan Nederlandstalige kant een oplopend tekort, omdat de beschikbaarheid van Nederlandstalige voogden en advocaten nog krappere is dan aan Franstalige kant.

Daarnaast bepaalt de wet dat de NBMV “onverwijld” een voogd moeten krijgen. In de praktijk lijkt het begrip “onverwijld” helemaal zijn bedenkelijke reputatie eer aan te doen. Vaak worden er pas voogden toegewezen indien de NBMV vanuit Steenokkerzeel of Neder-Over-Heembeek naar een definitief Fedasilcentrum worden getransfereerd. Dat neemt gemakkelijk twee maanden in beslag. Ondertussen kunnen de NBMV geen enkel beroep doen op de toch wel juist op die momenten dringende noodzakelijke voogd. Een

n'est là pour les aider. Par conséquent, ils optent quasiment tous pour une demande d'asile, ce qui surcharge du même coup la structure d'accueil de Fedasil et décharge les communautés de leurs responsabilités. La solution pourrait être de créer une permanence de six tuteurs, soit trois par centre, qui se tiendraient prêts pour assister les MENA dans leur choix et surtout, leur fournir les informations nécessaires. L'Office des étrangers peut parfaitement régler cela dans le cadre de ses compétences, sans qu'il faille une modification législative.

La secrétaire d'État confirme-t-elle qu'en avril 2013, les MENA ne disposaient pas tous d'un tuteur ? Quand cette question sera-t-elle réglée ?

La secrétaire d'État confirme-t-elle l'existence d'un problème en matière de disponibilité des tuteurs et avocats néerlandophones pour les MENA ? Dans l'affirmative, comment ce problème peut-il être résolu ?

La secrétaire d'État pense-t-elle, comme moi, qu'il serait préférable que le MENA soit assisté par un tuteur au moment où il doit choisir d'introduire ou non une demande d'asile ? J'estime que tout le monde y a intérêt.

Mme Maggie De Block, secrétaire d'État à l'Asile et la Migration, à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la Pauvreté. – Début 2012, le Service des tutelles disposait de 241 tuteurs actifs. Il y en a aujourd'hui 300, grâce notamment aux appels lancés en avril et septembre 2012. Les candidats ont achevé leur formation et il n'y a plus actuellement de problème de disponibilité. Le retard dans l'attribution des tuteurs aux MENA a été résorbé. La diminution du nombre des MENA y joue également un rôle.

Les jeunes ne peuvent pas choisir un tuteur qui parle la langue de leur milieu d'origine. Le Commissariat général aux réfugiés et aux apatrides choisit le rôle linguistique au début de la procédure d'asile. Pour des raisons d'organisation, notamment la disponibilité des experts à travers le pays, les MENA afghans sont inscrits au rôle linguistique néerlandophone.

Les Afghans sont toujours la nationalité la mieux représentée parmi les MENA. C'est pourquoi ils se voient moins rapidement attribuer un tuteur. L'une des raisons en est qu'une partie d'entre eux réside en Wallonie dans le cadre de la dispersion que l'on veut opérer sur le territoire. Leur transfert au rôle linguistique francophone aggraverait encore le retard alors que la désignation d'un tuteur s'accélère de plus en plus pour les Afghans dans leur ensemble.

(M. Gérard Deprez prend place au fauteuil présidentiel.)

Je n'ai pas connaissance d'une pénurie d'avocats, quel que soit leur rôle linguistique, au contraire.

La première phase de l'accueil dans le réseau d'accueil de Fedasil est ouverte à tous les MENA, quel que soit leur statut administratif. L'affirmation selon laquelle trop de MENA demanderaient l'asile pour bénéficier de l'accueil, et qu'il s'ensuivrait une saturation du réseau d'accueil fédéral ne

bijkomend probleem is dat de NBMV tijdens hun intakegesprek op de dienst Vreemdelingenzaken moeten kiezen of ze asiel aanvragen. Daarover moeten ze zelf beslissen, maar ze worden bij die keuze niet bijgestaan, want er is nog geen voogd. Het gevolg ligt voor de hand: ze kiezen nagenoeg allemaal voor een asielaanvraag. Hierdoor wordt de opvangstructuur van Fedasil meteen belast en worden de gemeenschapsverantwoordelijkheden ontlast. Een mogelijke oplossing bestaat erin een team van zes voogden, dus drie per centrum, steeds stand-by te houden om de NBMV bij die keuze te begeleiden en vooral de noodzakelijke informatie te verduidelijken. Dit alles kan zonder wetswijzigingen, want de DVZ kan dit binnen zijn bevoegdheden perfect regelen.

Beaamt de staatssecretaris dat op in april 2013 niet alle NBMV over een voogd beschikten? Wanneer zal dat wel zo zijn?

Bevestigt de staatssecretaris dat er een probleem is inzake de beschikbaarheid van Nederlandstalige voogden en advocaten voor NBMV? Zo ja, hoe kan dat probleem worden opgelost?

Is de staatssecretaris het met mij eens dat de NBMV op het ogenblik dat hij of zij moet kiezen of al dan niet een asielaanvraag indienen, best door een voogd worden bijgestaan? Dat zou volgens mij in ons aller belang zijn.

Mevrouw Maggie De Block, staatssecretaris voor Asiel en Migratie, Maatschappelijke Integratie en Armoedebestrijding. – Begin 2012 beschikte de dienst Voogdij over 241 actieve voogden. Thans zijn er dat 300, mede dankzij de oproepen die in april en september 2012 werden gedaan. De kandidaten hebben hun opleiding voltooid en er is momenteel geen probleem inzake beschikbaarheid. De achterstand in de toewijzing van een voogd aan niet-begeleide minderjarige vreemdelingen is weggewerkt. Uiteraard speelde ook de daling van de instroom van jongeren hierbij een rol.

De jongeren kunnen niet kiezen voor een voogd die de taal spreekt van hun zozegde achtergrond. Het Commissariaat-Generaal voor de vluchtelingen en de staatlozen kiest de taalrol bij de aanvang van de asielprocedure. Om organisatorische redenen, zoals de beschikbaarheid van deskundigen over het land, worden de Afghaanse NBMV op de Nederlandse taalrol gezet.

De Afghanen zijn nog steeds de sterkst vertegenwoordigde nationaliteit bij de NBMV. Dat heeft als gevolg dat voor hen de toewijzing van een voogd trager verloopt. Een van de oorzaken is dat een deel van hen in Wallonië verblijft omdat een spreiding over het grondgebied wordt nagestreefd. Een overheveling naar de Franse taalrol zou echter nog meer achterstand veroorzaken, terwijl de aanwijzing van een geschikte voogd over alle Afghaanse NBMV steeds sneller verloopt.

(Voorzitter: de heer Gérard Deprez.)

Ik heb geen weet van een tekort aan advocaten, van welke taalrol ook. Integendeel.

De eerste opvangfase van het opvangnetwerk van Fedasil staat open voor alle NBMV, ongeacht hun administratieve statuut. De bewering dat NBMV overmatig asiel aanvragen om opvang te krijgen, met een verzaadiging van het federaal opvangnetwerk tot gevolg, kan niet worden bevestigd.

peut être confirmée.

L'accès du jeune à un accueil spécialisé relevant des communautés est déterminé par des critères de vulnérabilité et non par le statut administratif de l'intéressé. Je répète encore une fois que le réseau d'accueil de Fedasil ne peut fonctionner de manière optimale que si suffisamment de jeunes sont pris en charge par l'accueil spécialisé des communautés ou l'accueil organisé par les CPAS. Je souligne que le nombre de places d'accueil offertes par Fedasil a fortement augmenté depuis mon entrée en fonction. Depuis le 1^{er} avril, à ma demande expresse, des personnes qui ne demandent pas d'asile sont également accueillies par Fedasil.

Chaque MENA a le droit de demander l'asile, comme d'ailleurs n'importe quel étranger.

Au cours de la première phase de l'accueil, les travailleurs sociaux s'efforcent d'identifier les besoins des jeunes, ce qui peut conduire à un renvoi vers les communautés, voire à l'introduction d'une demande d'asile. Un tuteur doit être désigné au plus vite. En concertation avec son pupille et compte tenu de l'intérêt supérieur de ce dernier et de la situation spécifique, le tuteur peut juger de l'opportunité d'entamer une procédure d'asile. Le cas échéant, le tuteur peut abandonner la procédure et orienter son pupille vers une autre procédure.

De plus, l'autorité et, donc aussi l'Office des étrangers, est tenue à un devoir d'information. Les jeunes doivent donc être informés au sujet de leurs droits. L'objectif ne peut être que des tuteurs assurent l'accompagnement dévolu aux travailleurs sociaux, tel qu'il est prévu à l'article 31 de la loi relative à l'accueil ; les informations sur l'asile et les autres procédures sont expressément définies dans cet article. Depuis la récente entrée en vigueur du protocole de coopération en matière d'enregistrement des mineurs non accompagnés non demandeurs d'asile, un expert social du Service des tutelles est présent lors de l'enregistrement de ces jeunes à l'Office des étrangers et peut ainsi informer les jeunes sur les procédures administratives et le système de tutelle.

Je pense être parvenue à offrir à nouveau la protection voulue à ce groupe vulnérable. Un défi reste à relever : améliorer encore la qualité de l'accompagnement vers une intégration ou un retour de ces jeunes. Toutes les autorités fédérales concernées ainsi que les CPAS et les communautés doivent assumer leur rôle en la matière et coopérer à la recherche de solutions dans l'intérêt de ces mineurs. Des solutions que notre pays peut leur offrir dans certains cas, mais pas dans tous.

M. Bert Anciaux (sp.a). – *On peut dire beaucoup de choses de la secrétaire d'État mais ses réponses aux questions parlementaires sont toujours bien développées et détaillées. Je dois la plupart du temps bien relire ses réponses avant de pouvoir répliquer.*

Je m'étonne toutefois que la secrétaire d'État dise que les Mena ne reçoivent aucune assistance d'un tuteur lors de leur première entrevue, alors que souvent pour le choix d'une procédure de demande d'asile le Mena est assisté par un tuteur.

Of de jongere toegang krijgt tot een gespecialiseerde opvang van de gemeenschappen hangt van kwetsbaarheidscriteria af en niet van het administratieve statuut van de betrokkene. Zoals ik al meermaals in het parlement heb gezegd, kan het opvangnetwerk van Fedasil maar optimaal werken als de jongeren voldoende doorstromen naar de gespecialiseerde opvang van de gemeenschappen of de naar opvang georganiseerd door de OCMW's. Ik benadruk dat het aantal federale opvangplaatsen sinds mijn aantreden fel is gestegen; op mijn uitdrukkelijke vraag worden ook mensen die geen asiel aanvragen, sinds 1 april door Fedasil opgevangen.

Iedere NBMV heeft het recht om asiel aan te vragen, zoals iedere vreemdeling overigens.

Tijdens de eerste opvangfase proberen de maatschappelijk werkers een zicht te krijgen op de behoeften van de jongeren, wat tot een doorverwijzing naar de gemeenschappen of alsnog tot een asielaanvraag kan leiden. Er dient zo spoedig mogelijk een voogd te worden aangesteld die steeds in samenspraak met zijn pupil en rekening houdend met zijn hoger belang en specifieke situatie, kan oordelen of een asielprocedure raadzaam is. In voorkomend geval kan de voogd schriftelijk afstand doen van de procedure en zijn pupil naar een andere procedure oriënteren.

Bovendien rust op de overheid, en dus ook op de DVZ, een informatieplicht. De jongeren moeten dus over hun rechten worden ingelicht. Het kan niet de bedoeling zijn dat de voogden de begeleiding van de maatschappelijk werkers zoals bedoeld in artikel 31 van de Opvangwet overnemen; het informeren over de asiel- en andere procedures is uitdrukkelijk in dat artikel bepaald. Sinds de recente inwerkingtreding van het samenwerkingsprotocol inzake de registratie van niet-begeleide minderjarige niet-asielzoekers, is een sociaal deskundige van de dienst Voogdij bij de registratie van die jongeren op de DVZ aanwezig, zodat die ook de jongeren informeert over de verschillende administratieve procedures en het voogdijsysteem.

Ik meen dat ik erin ben geslaagd om die kwetsbare groep terug de noodzakelijke bescherming te geven. De uitdaging is de kwaliteit van de begeleiding naar integratie of terugkeer van die jongeren nog meer te verbeteren. Daarbij moeten alle betrokken federale overheden en ook de OCMW's en de gemeenschappen hun rol opnemen. Ze moeten samenwerken om in het belang van die minderjarigen oplossingen te zoeken. Die liggen niet noodzakelijk in ons land, maar in sommige gevallen is dat wel het geval.

De heer Bert Anciaux (sp.a). – Er kan over de staatssecretaris veel worden gezegd, maar haar antwoorden op parlementaire vragen zijn altijd uitgebreid en gedetailleerd. Ik moet haar antwoorden meestal nog eens goed nalezen alvorens te kunnen repliceren.

Het verbaast me echt dat de staatssecretaris zegt dat NBMV die bij het eerste intakegesprek niet bijgestaan worden door een voogd, even vaak voor een asielprocedure kiezen dan NBMV die wel door een voogd bijgestaan worden.

Mme Maggie De Block, secrétaire d'État à l'Asile et la Migration, à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la Pauvreté. – *Ils peuvent d'ailleurs toujours faire appel par écrit plus tard, après un entretien avec leur tuteur. Pour ces raisons, il y a désormais un travailleur social qui assiste à l'entretien préliminaire et peut expliquer au Mena les différentes procédures.*

M. Bert Anciaux (sp.a). – *Je demande seulement à la secrétaire d'État de bien vouloir examiner la possibilité d'avoir quelqu'un de disponible en permanence. Cela serait tout bénéfique pour chacun.*

Le nombre de tuteurs passé de 241 à 300. C'est évidemment très bien. Je sais que la secrétaire d'État prend très à cœur ce problème de l'accueil. En pratique il reste toutefois des problèmes, au moins du côté néerlandophone où il y a un embouteillage à cause de l'arrivée importante de Mena afghans.

Je suivrai ce dossier.

Demande d'explications de M. Johan Verstreken à la secrétaire d'État à l'Asile et la Migration, à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté sur «les demandeurs d'asile lesbiens et les centres d'asile» (n° 5-3577)

M. Johan Verstreken (CD&V). – *Le 14 mai dernier, Vluchtelingenwerk Vlaanderen et çavaria ont organisé une soirée sur les lesbiens et transgenres qui ont dû fuir leur pays. Vluchtelingenwerk Vlaanderen a analysé la manière dont nos instances d'asile évaluent les demandes d'asile introduites par les lesbiens. Les conclusions du rapport relatif aux décisions en matière d'asile des lesbiens en Belgique ont été présentées au cours de cette soirée. Après le visionnage d'un documentaire intitulé Silent Stories, un débat a eu lieu sur les conclusions saisissantes de ce rapport.*

La Belgique a récemment intégré l'orientation sexuelle dans la loi sur les demandeurs d'asile, mais cela ne veut pas encore dire qu'il y a suffisamment de clarté pour savoir si la personne qui demande l'asile est effectivement homosexuelle ou lesbienne.

Le nombre de demandeurs d'asile obligés de quitter leur pays parce qu'ils sont poursuivis en tant que lesbiens augmente chaque année. En 2011, 823 demandeurs d'asile sur 25 479 ont demandé l'asile en Belgique en raison de leur orientation sexuelle. L'homosexualité est encore punie de la peine de mort dans sept pays et punie d'une peine de prison dans 78 pays.

Il y a aussi de la violence verbale et physique dans les centres d'asile. Les autres demandeurs d'asile ne sont pas très tolérants à l'égard des lesbiens. Ils sont injuriés et attaqués par d'autres demandeurs d'asile. Peu d'entre eux reconnaissent ouvertement leur homosexualité.

Comment les lesbiens sont-ils traités dans les centres d'asile ? Quelles mesures a-t-on prises afin de protéger les lesbiens dans les centres d'asile ?

Mevrouw Maggie De Block, staatssecretaris voor Asiel en Migratie, Maatschappelijke Integratie en Armoedebestrijding. – *Zij kunnen die aanvraag trouwens nadien nog schriftelijk herroepen, na een gesprek met hun voogd. Om die reden is nu bij het intakegesprek een maatschappelijk werker aanwezig die de NBMV uitleg kan geven over de verschillende procedures.*

De heer Bert Anciaux (sp.a). – *Ik vraag de staatssecretaris alleen om na te gaan of het niet mogelijk een stand-by te installeren. Dat zou iedereen ten goede komen.*

Het aantal voogden is van 241 naar 300 gestegen. Dat is uiteraard een goede zaak. Ik weet dat de staatssecretaris de opvang van de NBMV ter harte neemt. In de praktijk zijn er echter nog problemen, zeker aan Nederlandstalige kant is er een flessenhals, mede door de instroom van Afghaanse NBMV.

Ik zal dit dossier blijven volgen.

Vraag om uitleg van de heer Johan Verstreken aan de staatssecretaris voor Asiel en Migratie, Maatschappelijke Integratie en Armoedebestrijding over «de holebiasielzoekers en de asielcentra» (nr. 5-3577)

De heer Johan Verstreken (CD&V). – *Op dinsdag 14 mei organiseerde Vluchtelingenwerk Vlaanderen samen met çavaria een avond over holebi's en transgenders op de vlucht. Vluchtelingenwerk Vlaanderen onderzocht hoe onze asielinstanties asielaanvragen beoordelen van holebi's-asielzoekers. Op deze avond werden de bevindingen uit het rapport over de asielbeslissingen van holebi's in België gepresenteerd. Na de documentaire Silent Stories werd in debat gegaan over de frappante conclusies uit het rapport.*

België heeft seksuele geaardheid opgenomen in de asielwet, maar dat wil nog niet zeggen dat er voldoende duidelijkheid is om te weten of iemand die asiel vraagt wel degelijk homo of lesbisch is.

Jaarlijks stijgt het aantal asielzoekers dat het thuisland moeten ontvluchten omdat ze als holebi vervolgd worden. In 2011 vroegen 823 asielzoekers, op een totaal van 25 479 asielaanvragen, asiel aan in België vanwege hun seksuele geaardheid. Homoseksualiteit wordt vandaag in zeven landen met de doodstraf en in 78 landen met een gevangenisstraf bestraft.

Ook in asielcentra is verbaal en fysiek geweld geen uitzondering; andere asielzoekers staan zelden tolerant tegenover holebi's. Ze worden door andere asielzoekers bespuugd, uitgescholden en aangevallen. In de asielcentra durven weinigen openlijk uitkomen voor hun homoseksualiteit.

Hoe wordt in de asielcentra omgegaan met holebi's? Wat zijn de maatregelen om holebi's in asielcentra te beschermen?

Hoe wordt vermeden dat tolken de asielzoekers beïnvloeden, waardoor die hun verhaal niet durven te vertellen of de

Comment fait-on pour éviter que les interprètes influencent les demandeurs d'asile qui n'osent dès lors pas raconter leur histoire ou avouer leur orientation sexuelle dans leur communauté ?

Y aura-t-il une formation et une sensibilisation des personnes qui examinent les dossiers afin de changer l'image qu'elles ont de l'homosexualité ?

La secrétaire d'État préconisera-t-elle l'utilisation d'une même méthode de collecte de preuves au sein de l'Union européenne ?

Mme Maggie De Block, secrétaire d'État à l'Asile et la Migration, à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la Pauvreté. – *M. Verstreken aborde un sujet d'actualité. Les besoins d'accueil des demandeurs d'asile lesbiens doivent recevoir l'attention nécessaire. Ainsi, la loi relative à l'accueil prévoit qu'une évaluation régulière doit avoir lieu afin d'identifier les besoins spécifiques des demandeurs d'asile et d'examiner si l'accompagnement prévu est suffisant. Si tel n'est pas le cas, des mesures peuvent être proposées pour remédier à ce problème dans le cadre des structures d'accueil, notamment en assurant un accompagnement par une association spécialisée comme WISH et Merhaba.*

Lorsque le problème ne peut être résolu en interne, notamment parce que le résident éprouve un important sentiment d'insécurité, le résident peut, à sa demande, être transféré dans une structure plus adaptée, par exemple un plus petit centre avec un encadrement spécialisé.

En cas de discrimination ou de violence, l'auteur sera sanctionné. Pour des faits très graves, l'auteur peut être temporairement exclu de l'accueil, voire transféré dans un centre fermé.

En cas de discrimination et/ou de violence, les demandeurs d'asile sont toujours informés de leur droit de déposer une plainte à la police. Le respect de chaque individu dans nos centres est donc une réalité.

Il va de soi qu'il ne peut y avoir de violence sous aucun prétexte dans les structures d'accueil. Chaque résident a le droit de se sentir en sécurité. Par conséquent, toute forme de violence rapporté ou constaté par un membre du personnel est noté dans un rapport interne pour garantir, le plus rapidement possible, le suivi indispensable.

Les collaborateurs des centres d'accueil fédéraux ont mis en œuvre le projet AHHA-aSOSda qui vise à mieux encadrer les lesbiens en sensibilisant et en informant les accompagnateurs. Les ateliers du Rainbow House, organisés dans le cadre de Rainbows United, permettent aux lesbiens d'obtenir des informations sur les procédures d'asile dans un endroit sécurisé.

Le rapport auquel vous faites référence ne reflète pas la réalité.

En 2012, le Commissariat-général aux réfugiés et aux apatrides a organisé une formation pour les 96 interprètes engagés pour interviewer les demandeurs d'asile. Cette formation doit leur permettre de mieux comprendre la terminologie relative au genre et leur apprendre à cerner les problèmes auxquels ils sont parfois confrontés lors de

seksuele geaardheid binnen hun gemeenschap niet bekend maken?

Hoe zal de staatssecretaris de conclusies van het rapport proberen aan te pakken?

Komt er een vorming en bewustwording voor de dossierbehandelaars om het stereotype beeld van homoseksualiteit aan te pakken?

Zal de staatssecretaris ijveren om binnen de EU tot eenzelfde methode van waarheidsvinding te komen?

Mevrouw Maggie De Block, staatssecretaris voor Asiel en Migratie, Maatschappelijke Integratie en Armoedebestrijding. – *De heer Verstreken haalt een actueel thema aan. De opvangbehoeften van de holebi's-asielzoekers moeten de nodige aandacht krijgen. Zo bepaalt de opvangwet dat er een regelmatige evaluatie moet zijn om de specifieke behoeften van de asielzoeker te identificeren en na te gaan of de begeleiding hieraan voldoet. Is dat niet het geval, dan kunnen maatregelen worden voorgesteld om het probleem binnen de opvangstructuur te verhelpen, onder meer door een begeleiding van een gespecialiseerde vereniging zoals WISH en Merhaba.*

Wanneer het probleem niet intern kan worden opgelost, omdat de bewoner bijvoorbeeld een sterk onveiligheidsgevoel ervaart, kan op vraag van de bewoner een transfer georganiseerd worden naar een meer geschikte structuur, bijvoorbeeld een kleiner centrum met gespecialiseerde omkadering.

Bij discriminatie of geweld zal de dader worden bestraft. Voor zeer ernstige feiten kan de dader tijdelijke van opvang worden uitgesloten of zelfs van naar een gesloten centrum worden overgeplaatst.

Bij discriminatie en/of geweld worden asielzoekers steeds geïnformeerd over hun recht een klacht in te dienen bij de politie. Respect voor elk individu is in onze centra dus geen loos begrip.

Het spreekt voor zich dat geweld in de opvangstructuren onder geen beding wordt geduld. Iedere bewoner heeft het recht zich veilig te voelen. Bijgevolg wordt elke vorm van geweld dat gerapporteerd wordt of door een personeelslid vastgesteld wordt, in een intern centrumrapport genoteerd om de snelle en nodige opvolging te garanderen.

Medewerkers van de federale opvangcentra hebben het AHHA-aSOSda-project gestart, met als doelstelling de groep van holebi's beter te omkaderen door begeleiders te sensibiliseren en te informeren. Via de workshops van het Rainbow House, in samenwerking met Rainbows United, wordt verder aan de holebi's een veilige plek geboden, waar zij informatie krijgen over de asielprocedure.

Het rapport waarnaar de vraag verwijst, stemt niet overeen met de realiteit.

In 2012 heeft het Commissariaat-Generaal voor vluchtelingen en staatlozen een opleiding verzorgd voor 96 tolken die ingezet worden bij asielinterviews, om ze te helpen bepaalde situaties en genderterminologie beter te begrijpen en hen te leren beter om te gaan met problemen waarmee ze soms geconfronteerd worden tijdens het gehoor van

l'audition des demandeurs d'asile lesbigays.

Le Commissariat-général est considéré, par l'Union européenne et par l'UNHCR, comme précurseur en termes de politique du genre. Il a déjà créé en 2005 une cellule genre avec un coordinateur et organise des formations pour les officiers de protection spécialisés qui traitent ces demandes d'asile liées au genre. Ces formations traitent différents aspects du genre et se concentrent spécifiquement sur les orientations sexuelles et l'identité du genre.

Durant les interviews au centre d'asile, le Commissariat général veille à créer un climat de transparence, de confiance et de respect afin que le demandeur d'asile puisse raconter son histoire. L'instance d'asile se fait régulièrement conseiller par des experts nationaux et internationaux.

Le Commissariat général interprète les concepts du genre et pratique une large politique en termes de protection des lesbigays à la recherche d'un asile. On veillera particulièrement à éviter les jugements stéréotypés. Le Commissariat général met tout en œuvre pour améliorer sans cesse la qualité.

Le rapport du Vluchtelingenwerk Vlaanderen auquel M. Verstreken fait référence est assez limité en ce sens qu'il se base uniquement sur des décisions négatives. L'analyse aurait dû porter aussi bien sur les décisions positives que négatives. La motivation est évidemment différente selon qu'il s'agit d'une décision positive ou négative. À mon sens, les conclusions générales du rapport négligent le travail qui a été réalisé et qui continue à être réalisé.

Comme je l'ai déjà dit, notre pays est un précurseur en termes de politique relative au genre des demandeurs d'asile. Nous ne pouvons cependant ignorer la réalité, à savoir que les motifs liés au genre sont parfois invoqués injustement, au détriment des demandeurs d'asile qui ont réellement besoin et droit à notre protection pour des raisons liées au genre. C'est pourquoi il est nécessaire de continuer à affiner nos procédures et à être attentifs à certains signaux.

Notre pays peut être fier du travail accompli par le Commissariat général pour les demandes d'asile liées au genre. De nombreux pays nous demandent d'ailleurs de les conseiller dans ce domaine.

M. Johan Verstreken (CD&V). – *Je remercie la secrétaire d'État pour ses réponses et pour l'intérêt qu'elle porte à ce dossier.*

Ai-je bien compris qu'il y a une approche spécialisée dans certains centres d'asile ?

Mme Maggie De Block, *secrétaire d'État à l'Asile et la Migration, à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la Pauvreté.* – *En effet. Des ateliers y sont également organisés.*

holebi's-asielzoekers.

Het Commissariaat-Generaal wordt door de Europese Unie, maar ook door het UNHCR erkend als een voorloper inzake genderbeleid. Het richtte al in 2005 een gendercel op met een coördinator en het organiseert opleidingen voor gespecialiseerde *protection officers*, die gendergebonden asielaanvragen behandelen. Die opleidingen behelzen verschillende genderspecten en focussen specifiek op seksuele oriëntatie en genderidentiteit.

Tijdens asielinterviews waakt het Commissariaat-Generaal erover een klimaat van transparantie, vertrouwen en respect te creëren, zodat de asielzoeker zijn verhaal kan vertellen. De asielinstantie laat zich regelmatig door nationale en internationale experts adviseren.

Het Commissariaat-Generaal interpreteert de genderconcepten ruim en hanteert een uitgebreid beschermingsbeleid met betrekking tot holebi's die asiel zoeken. Bijzondere aandacht gaat naar het voorkomen van stereotype beoordelingen. Het Commissariaat-Generaal werkt in dit kader aan een voortdurende kwaliteitsversterking.

Het studierapport van Vluchtelingenwerk Vlaanderen, waarnaar de heer Verstreken verwijst, is methodologisch beperkt omdat het enkel op een aantal weigeringsbeslissingen is gebaseerd. Als we over beslissingen spreken, dan moeten we zowel de positieve als de negatieve beslissingen onderzocht worden. De motivering is natuurlijk verschillend bij een positieve of negatieve beslissing. De veralgemeende conclusies van het rapport miskennen mijn inziens het geleverde werk, dat werk trouwens continu wordt voortgezet.

Ons land is, zoals ik al zei, een voorloper inzake genderbeleid bij asielaanvragen. We mogen echter niet blind zijn voor de realiteit dat gendergebonden motieven soms onterecht worden ingeroepen. Bepaalde netwerken spelen daar trouwens handig op in. Dat is in het nadeel van de asielzoekers die werkelijk nood en recht hebben op bescherming om gendergebonden redenen. Daarom is het nodig blijvend te werken aan de *fine tuning* van de procedures en alert te zijn voor bepaald signalen.

Ons land mag terecht trots zijn op het werk van het Commissariaat-Generaal inzake gendergebonden asielaanvragen. Vele andere landen erkennen dat en vragen ons om advies.

De heer Johan Verstreken (CD&V). – Ik dank de staatssecretaris voor het antwoord en voor het belang dat ze aan deze problematiek hecht.

Heb ik goed begrepen dat in bepaalde asielcentra een gespecialiseerde aanpak bestaat?

Mevrouw Maggie De Block, staatssecretaris voor Asiel en Migratie, Maatschappelijke Integratie en Armoedebestrijding. – Inderdaad; er worden eveneens workshops gegeven.

Demande d'explications de M. Yves Buysse à la secrétaire d'État à l'Asile et la Migration, à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté sur «la problématique des illégaux à la côte» (n° 5-3608)

M. Yves Buysse (VB). – Depuis plusieurs années, Ostende est confrontée à l'arrivée et la présence d'illégaux. Cela a donné lieu à plusieurs reprises à des nuisances et de la criminalité. La secrétaire d'État s'est rendue sur place il y a environ un mois et est donc mieux que quiconque en mesure de répondre à mes questions.

Selon des informations récentes, la ville d'Ostende espère que la faillite de l'armateur TransEuropa Ferries, fera diminuer le flux d'illégaux. La suppression du ferry à Ostende devrait faire en sorte que les intéressés se mettent à la recherche d'autres lieux de traversée, comme les ports de Zeebruges ou de Nieuport. Selon De Standaard du 7 mai 2013, Frank Demeester, substitut du procureur du Roi de Bruges a déclaré qu'il n'était pas impensable que les illégaux embarqueront depuis ces villes pour tenter la traversée.

La secrétaire d'État est-elle consciente de ce que le problème de l'illégalité menace de se déplacer dans d'autres villes et communes ? Il y a quelques années le problème se situait à Zeebrugge. Une intervention énergique y a remédié mais peut-être n'a-t-elle fait que déplacer le problème.

Y a-t-il une concertation entre les ministres compétents, la secrétaire d'État et les administrations communales d'Ostende, Bruges et Nieuport ?

Quelles dispositions ont-elles été décidées pour empêcher l'extension du problème des illégaux et s'y atteler le cas échéant ?

Quelles dispositions ont-elles été décidées pour prendre à bras-le-corps le problème des illégaux sur notre littoral ?

Mme Maggie De Block, secrétaire d'État à l'Asile et la Migration, à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la Pauvreté. – Je me suis effectivement rendue à Ostende, il y a un mois. C'était prévu de longue date. J'y ai assisté à une réunion de travail trimestrielle avec la police portuaire, la police d'Ostende, l'Office des étrangers et le parquet. La faillite de la société de ferries datait de moins d'une semaine à ce moment-là et on ne pouvait pas encore en constater l'effet sur le nombre d'illégaux en transit.

Les mouvements des illégaux en transit à la côte sont suivis de près par tous les partenaires associés à la plate-forme de concertation de sorte que des mesures immédiates puissent être prises. Je suis extrêmement consciente du fait que les problèmes peuvent se déplacer.

La plate-forme de concertation est présidée par le magistrat de référence pour la traite et le trafic d'êtres humains du parquet de Bruges. Il était présent à la réunion et il a fait un exposé en connaissance de cause. Les services de police des arrondissements de Bruges et de Furnes et, depuis peu, le

Vraag om uitleg van de heer Yves Buysse aan de staatssecretaris voor Asiel en Migratie, Maatschappelijke Integratie en Armoedebestrijding over «de illegalenproblematiek in de kustregio» (nr. 5-3608)

De heer Yves Buysse (VB). – Verschillende jaren al wordt Oostende geconfronteerd met de aanwezigheid en de instroom van illegalen. Dat geeft meermaals aanleiding tot overlast en criminaliteit. De staatssecretaris is zowat een maand geleden ter plaatse geweest en is dus meer dan wie ook in staat is op mijn vragen te antwoorden.

Volgens recente berichten hoopt de stad Oostende dat het faillissement van de rederij TransEuropa Ferries de instroom van illegale gelukszoekers zal doen afnemen. Door het wegvallen van de overzet in Oostende zouden de betrokkenen op zoek gaan naar andere oversteekplaatsen, zoals de haven van Zeebrugge of Nieuwpoort. Frank Demeester, substituut-procureur des Konings te Brugge stelde in *De Standaard* van 7 mei jongstleden dat het “niet ondenkbaar” is dat illegalen in voornoemde steden “aan boord zullen gaan om de oversteek proberen te maken.”

Is de staatssecretaris zich bewust van de mogelijkheid dat het probleem van de illegaliteit zich naar andere steden en gemeenten dreigt te verplaatsen? Een paar jaar geleden waren er problemen in Zeebrugge. Door een krachtdadig optreden werden die verholpen, maar misschien zijn ze toen ook verschoven.

Vond ter zake overleg plaats tussen de bevoegde ministers, de staatssecretaris en de gemeentebesturen van Oostende, Brugge en Nieuwpoort?

Welke maatregelen werden genomen om een uitbreiding van de illegalenproblematiek te voorkomen en in voorkomend geval op te vangen?

Welke maatregelen werden genomen om het illegalenprobleem in onze kustregio grondig aan te pakken?

Mevrouw Maggie De Block, staatssecretaris voor Asiel en Migratie, Maatschappelijke Integratie en Armoedebestrijding. – Ik was inderdaad ongeveer een maand geleden in Oostende. Dat was al langer gepland. Ik heb er een driemaandelijke werkvergadering bijgewoond met de havenpolitie, de politie van Oostende, de dienst Vreemdelingenzaken en het parket. Nog geen week voordien was de ferry maatschappij failliet verklaard, maar op dat moment konden we daarvan nog geen effecten waarnemen op het aantal transitillegalen.

De bewegingen van de transitillegalen aan de kust worden nauwlettend gevolgd door alle betrokken partners van het overlegplatform, zodat onmiddellijk maatregelen kunnen worden genomen. Ik ben mij er ten eerste van bewust dat de problemen zich kunnen verplaatsen.

Het overlegplatform staat onder het voorzitterschap van de referentiemagistraat Mensensmokkel en mensenhandel van het parket van Brugge. Hij was op die vergadering aanwezig en heeft een uiteenzetting gegeven met kennis van zaken. In het platform zitten ook politiediensten uit de

parquet de Gand et la police judiciaire fédérale de Gand participent aussi à la plate-forme. L'Office des étrangers est toujours représenté, cela va de soi.

Les polices des différentes zones mènent des actions sur le terrain auxquelles participe toujours l'Office des étrangers. Le but de ces actions est de combattre les nuisances et la criminalité, et de découvrir et démanteler les réseaux de trafic d'êtres humains. Dans le trafic des êtres humains, on prend de grands risques, entraînant parfois la mort des intéressés parce que de tels transports procurent beaucoup d'argent. Il y a peu, on a encore découvert dans des conteneurs des personnes en très mauvais état. Le trafic d'êtres humains est une forme de criminalité organisée. Ce sont les trafiquants que nous devons attraper. Nous y travaillons de concert avec le magistrat de référence du parquet de Bruges.

M. Yves Buysse (VB). – *La secrétaire d'État n'a pas nommé les bourgmestres. La concertation avec les bourgmestres en question est en effet très importante. Je me réfère à la manière dont à Zeebrugge, le bourgmestre avait en son temps fait démolir les safe houses. Les bourgmestres ne sont-ils pas associés à la plate-forme ?*

Mme Maggie De Block, *secrétaire d'État à l'Asile et la Migration, à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la Pauvreté.* – *À Ostende le bourgmestre était présent tout comme le ministre Vande Lanotte. Je ne suis pas encore allée à Bruges. Le bourgmestre, en tant que chef de la police locale, est évidemment toujours présent.*

(La séance est levée à 12 h 50.)

Requalification en question écrite avec remise de la réponse

- Demande d'explications de M. Bert Anciaux à la secrétaire d'État à l'Asile et la Migration, à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté sur « le nombre d'illégaux qui se déclarent Algériens » (n° 5-3337) (QE 5-9190)
- Demande d'explications de M. Bert Anciaux à la secrétaire d'État à l'Asile et la Migration, à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté sur « la politique de retour » (n° 5-3427) (QE 5-9191)
- Demande d'explications de Mme Freya Piryns à la secrétaire d'État à l'Asile et la Migration, à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté sur « l'action pour les femmes dans les centres d'accueil pour demandeurs d'asile » (n° 5-3445) (QE 5-9194)
- Demande d'explications de M. Bert Anciaux à la secrétaire d'État à l'Asile et la Migration, à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté sur « la recommandation du Médiateur fédéral relative au droit au mariage » (n° 5-3477) (QE 5-9195)

arrondissementen van Brugge en Veurne en sinds kort ook het parket van Gent en de federale gerechtelijke politie van Gent. De dienst Vreemdelingenzaken is natuurlijk ook altijd vertegenwoordigd.

De verschillende politiezones voeren acties ter plaatse waarbij de dienst Vreemdelingenzaken altijd aanwezig is. Het doel van de acties is om de overlast en de criminaliteit tegen te gaan en om de netwerken van mensenhandel bloot te leggen en te bestrijden. Bij het smokkelen van mensen worden immers zeer grote risico's genomen, soms met de dood van de betrokkenen tot gevolg, omdat met dergelijke transporten veel geld wordt verdiend. Onlangs werden nog in containers mensen aangetroffen die er zeer slecht aan toe waren. Mensensmokkel is een vorm van georganiseerde misdaad. Het zijn de mensensmokkelaars die we te pakken moeten krijgen. Daar maken we samen met de referentiemagistraat van het parket van Brugge werk van.

De heer Yves Buysse (VB). – De staatssecretaris heeft de burgemeesters niet genoemd. Het overleg met de genoemde burgemeesters is immers zeer belangrijk. Ik verwijs naar de aanpak destijds in Zeebrugge waar het de burgemeester was die de safehouses heeft laten afbreken. Worden de burgemeesters niet betrokken bij het platform?

Mevrouw Maggie De Block, staatssecretaris voor Asiel en Migratie, Maatschappelijke Integratie en Armoedebestrijding. – In Oostende was de burgemeester van die stad aanwezig, evenals minister Vande Lanotte. Ik ben nog niet in Brugge geweest. Natuurlijk is de burgemeester als hoofd van de lokale politie altijd ook aanwezig.

(De vergadering wordt gesloten om 12.50 uur.)

Herkwalificatie als schriftelijke vraag met overhandiging van het antwoord

- Vraag om uitleg van de heer Bert Anciaux aan de staatssecretaris voor Asiel en Migratie, Maatschappelijke Integratie en Armoedebestrijding over “het aantal illegalen van vermeende Algerijnse nationaliteit” (nr. 5-3337) (SV 5-9190)
- Vraag om uitleg van de heer Bert Anciaux aan de staatssecretaris voor Asiel en Migratie, Maatschappelijke Integratie en Armoedebestrijding over “het terugkeerbeleid” (nr. 5-3427) (SV 5-9191)
- Vraag om uitleg van mevrouw Freya Piryns aan de staatssecretaris voor Asiel en Migratie, Maatschappelijke Integratie en Armoedebestrijding over “de vrouwenwerking in opvangcentra voor asielzoekers” (nr. 5-3445) (SV 9194)
- Vraag om uitleg van de heer Bert Anciaux aan de staatssecretaris voor Asiel en Migratie, Maatschappelijke Integratie en Armoedebestrijding over “de aanbeveling van de Federale Ombudsman inzake het recht om te huwen” (nr. 5-3477) (SV 9195)

- | | |
|--|---|
| <ul style="list-style-type: none"> – Demande d’explications de M. Bert Anciaux à la secrétaire d’État à l’Asile et la Migration, à l’Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté sur « la recommandation du Médiateur fédéral à l’Office des Étrangers relative aux documents d’identité périmés » (n° 5-3478) (QE 5-9196) – Demande d’explications de M. Bert Anciaux à la secrétaire d’État à l’Asile et la Migration, à l’Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté sur « la recommandation du Médiateur fédéral à Fedasil sur le refus d’accueil de mineurs en séjour illégal et en état de besoin » (n° 5-3479) (QE 5-9198) – Demande d’explications de M. Bert Anciaux à la vice-première ministre et ministre de l’Intérieur et de l’Égalité des Chances sur « la recommandation du Médiateur fédéral relative à la carte d’identité des personnes âgées de plus de 75 ans » (n° 5-3480) (QE 5-9184) – Demande d’explications de Mme Freya Piryns à la secrétaire d’État à l’Asile et la Migration, à l’Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté sur « la recommandation du Médiateur fédéral relative aux documents d’identité périmés » (n° 5-3537) (QE 5-9197) | <ul style="list-style-type: none"> – Vraag om uitleg van de heer Bert Anciaux aan de staatssecretaris voor Asiel en Migratie, Maatschappelijke Integratie en Armoedebestrijding over “de aanbeveling van de Federale Ombudsman naar de Dienst Vreemdelingenzaken inzake vervallen identiteitsdocumenten” (nr. 5-3478) (SV 9196) – Vraag om uitleg van de heer Bert Anciaux aan de staatssecretaris voor Asiel en Migratie, Maatschappelijke Integratie en Armoedebestrijding over “de aanbeveling van de Federale Ombudsman naar Fedasil inzake het weigeren van opvang aan illegale minderjarigen in staat van behoefte” (nr. 5-3479) (SV 9198) – Vraag om uitleg van de heer Bert Anciaux aan de vice-eersteminister en minister van Binnenlandse Zaken en Gelijke Kansen over “de aanbeveling van de Federale Ombudsman inzake de identiteitskaart voor 75-plussers” (nr. 5-3480) (SV 9184) – Vraag om uitleg van mevrouw Freya Piryns aan de staatssecretaris voor Asiel en Migratie, Maatschappelijke Integratie en Armoedebestrijding over “de aanbeveling van de Federale Ombudsman in verband met vervallen identiteitsdocumenten” (nr. 5-3537) (SV 9197) |
|--|---|